

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'Abandon

DES

Campagnes

CAUSES - CONSÉQUENCES - REMÈDES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 26 octobre 1909, à 3 heures

PAR

M. ANQUETIL

Prés dent : M. PERREAU.

Suffragants : } MM. SOUCHON, } professeurs.
TRUCHY;

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551417_0016

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'Abandon

DES

Campagnes

CAUSES - CONSÉQUENCES - REMÈDES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 26 octobre 1909, à 3 heures

PAR

M. ANQUETIL



Président : M. PERREAU.

Suffragants : { MM. SOUCHON, } professeurs.
 TRUCHY, }

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

BIBLIOGRAPHIE

- Babeau.** — La vie rurale dans l'ancienne France, 1886.
Bernard (F.). — Fonctionnement de la législation sur le crédit agricole, 1904.
Bourguin. — Les systèmes socialistes, 1904.
Baudrillart (H.). — Les populations agricoles de la France.
Cauwès. — Cours d'Economie politique.
Code de l'Hôpital général. Edition de 1786.
Compère-Morel. — La question agraire en France, 1908.
Convert. — Les entreprises agricoles, 1890. — L'industrie agricole, 1901.
Dabat. — Rapport sur l'enseignement agricole à l'Exposition de 1900.
Deghilage. — La dépopulation des campagnes, 1900.
Lavergne (de). — Agriculture et population, 1865.
Détharé. — Terre nouvelle.
Rocquigny (de). — Les syndicats agricoles et leur œuvre.
Doniol. — Histoire des classes rurales.
Flour de Saint-Genis. — Propriété rurale en France.
Guéry. — Population agricole, 1895.
Guillou. — L'émigration des campagnes vers les villes. Paris, 1905.
Hitier. — Cours d'économie rurale, 1906-1907.
Hubert. — L'agriculture et la République, Paris, 1906.
Jouzier. — Economie rurale, 1903.
Karl Bücher. — Etudes d'histoire et d'économie politique, 1901.
Kautsky. — Questions agraires.
Klotz. — Rapport du budget de l'agriculture de 1905.
Levasseur. — La population française.
Méline. — Le retour à la terre.
Ministère de l'agriculture. Notices agricoles, 1906.
Piot. — La dépopulation, 1902.
Rambaud. — Histoire de la civilisation.
Rapport à l'Exposition de 1900 du jury international.

Section d'économie sociale.

Souchon. — Les cartells de l'agriculture en Allemagne, 1903.

— La propriété paysanne, 1899.

Taine. — Origines de la France contemporaine.

Tardy. — Les associations agricoles en France, 1905.

Touissoux. — Ne fuyons pas les campagnes.

Vandervelde. — L'Exode rural et le retour aux champs, 1903.

Vauban. — Dîme royale.

Zolla. — Questions agricoles.

— La crise agricole.

Courrier agricole.

L'Economiste français.

Journal des Economistes.

Journal de la Société de statistique de Paris.

Journal officiel.

Bulletin du ministère de l'intérieur.

Bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles.

Ministère de l'agriculture. Statistique de la France.

L'ABANDON DES CAMPAGNES

CAUSES, CONSÉQUENCES, REMÈDES

INTRODUCTION

GÉNÉRALITÉS SUR LA POPULATION RURALE
DE LA FRANCE.

Les démographes se sont attachés, depuis l'année 1846, à fournir, dans la statistique, des indications sur les groupements de la population. Ils nomment population urbaine celle des communes de plus de 2.000 âmes et population rurale ou éparse celle des agglomérations de 2.000 habitants au plus, c'est-à-dire la population des villages. En 1901, sur les 38.961.945 habitants qui forment la population totale de la France, 16 millions appartiennent à la première catégorie, les 23 autres millions forment la population des campagnes.

La plus grande partie de la population rurale est consacrée à l'agriculture. D'après le recensement de 1901, cette population comprend 59 0/0 de la population globale du pays et la population agricole entre pour 45 0/0 dans la composition de cette dernière. On compte donc

76,3 0/0 d'agriculteurs dans la population rurale. Cette constatation montre que l'agriculture est affectée par le phénomène de l'exode rural. Nous serons amenés à reconnaître, au cours de cette étude, que les contingents d'émigrants sont fournis surtout par la population agricole. De même, les conséquences du mouvement ont une répercussion très forte sur la culture. Quant à la population rurale, non agricole, elle atteint 14 0/0 seulement de la population totale. Sans être une quantité négligeable, elle n'entre en jeu que pour une faible partie dans l'émigration des campagnes.

En 1851, sur 100 habitants, 57 étaient agriculteurs. En 1876 ils étaient réduits à 53, et en 1892 on en comptait 45,5, proportion un peu plus forte que celle de 1901. La statistique du ministère de l'agriculture donne les chiffres comparatifs de la population agricole en 1882 et en 1892. Le tableau montre que les non-travailleurs ont émigré davantage que les travailleurs eux-mêmes.

POPULATION AGRICOLE	1882	1892	Pertes
Travailleurs	6.913.504	6.663.135	250.369
Leurs familles.....	11.335.705	10.772.753	562.952
TOTAL	18.249.209	17.435.888	813.321

En 1882, la population agricole fournit 51,4 0/0 de la population totale; en 1892, elle fournit 45,5 0/0 seulement. Dans cette période décennale, elle subit une diminution annuelle de 0,59 0/0, soit 81.332 habitants.

La population rurale est très inégalement répartie sur le territoire. Dans les régions purement agricoles, privées de toute industrie, le Plateau-Central, les Alpes, le Poitou, la Bretagne, elle s'élève à 75 0/0 de la population totale. Elle domine encore dans l'Ouest et le Midi, à l'exception du littoral méditerranéen. Le département de la Lozère compte la plus grande proportion de population rurale, avec 80 0/0. La Vienne arrive à 61 0/0, les Alpes-Maritimes à 20 0/0 et la Seine 2.11 0/0 seulement. Dans les régions industrielles et commerciales, on trouve une forte proportion de population urbaine. Dans la Seine, la Seine-Inférieure, le Nord, la Haute-Garonne, la Gironde, le Rhône, les Bouches-du-Rhône et sur les côtes de la Méditerranée, cette proportion est très élevée. La population agglomérée forme plus de 60 0/0 de la population totale dans les départements du nord de la France, du Calvados au Jura et dans les départements riverains de la Méditerranée. Elle figure au contraire pour moins de 45 0/0 dans toute la Bretagne, presque toute la Normandie et le Poitou et dans une grande partie du Massif central et des Alpes. La moyenne générale est de 41 0/0 pour l'ensemble du territoire. La densité de la population rurale par département n'est pas en rapport avec le chiffre de la population. La population rurale est très élevée dans les départements où la densité est faible, et dans les départements très peuplés la population rurale a un pourcentage très bas. De même, il n'est pas vrai de dire que plus il y a d'agriculteurs, plus la densité

de la population rurale est forte ; on constate presque toujours le contraire. Quand la population rurale d'un département est faible, son pourcentage est très élevé. Ainsi la Lozère compte 21,9 agriculteurs au kilomètre carré ; la densité de sa population rurale par rapport à la population totale est de 80 0/0. Dans la Seine, au contraire, la densité est de 2,14, et le nombre des agriculteurs atteint 125,3 par kilomètre carré. Ce chiffre élevé est dû à la culture maraîchère de la banlieue parisienne.

Des 17.500.000 personnes qui vivent de l'agriculture, les 2/5 comptent comme travailleurs actifs. Il y a 6.650.000 ouvriers agricoles qui se divisent en 3.600.000 chefs d'exploitation et 3.050.000 auxiliaires. Cette proportion entre les employés et les patrons est toute différente de celle qui existe dans l'industrie, et l'agriculture n'a pas à redouter les grèves des salariés. Les chefs d'entreprise pourraient, le cas échéant, exécuter leurs travaux de culture avec l'aide des membres de leur famille, et, au besoin, le concours de leurs voisins. Le chiffre des auxiliaires n'a pas toujours été inférieur à celui des « maîtres ». En 1864, les salariés étaient en majorité. C'est à partir de 1882 que la proportion s'est renversée, par suite de l'accession d'un certain nombre d'ouvriers au rang de propriétaires. Peut-être le développement du machinisme a-t-il exercé quelque influence sur ce mouvement, en permettant aux exploitants du sol de réduire le nombre de leurs employés. La proportion entre patrons et salariés n'est pas partout la même. Dans les

régions montagneuses comme la Savoie, les Alpes, les Pyrénées, il y a 30 à 32 0/0 d'ouvriers ; dans le Nord et la région de Paris, leur nombre atteint 60 à 70 0/0. Il y a une tendance marquée à la diminution du nombre des ouvriers au profit de la culture directe. D'après les recensements de 1892, le nombre des chefs d'exploitation est supérieur à celui des salariés, et l'on compte plus de propriétaires que de non-propriétaires. Près de la moitié des fermiers et même des ouvriers sont propriétaires dans une certaine mesure. Il n'y a pas en agriculture de démarcation aussi marquée que dans certaines industries entre les capitalistes et les simples travailleurs. Le nombre des propriétaires cultivateurs augmente. Il est passé de 1.812.000 en 1862 à 2.231.000 en 1891. C'est un accroissement de 419.000 en 30 ans, soit 23 0/0, malgré la perte de l'Alsace-Lorraine. D'après M. Daniel Zolla, cette augmentation n'est pas regrettable ; elle ne prouve pas que les populations rurales soient prêtes à abandonner les champs pour les villes. Ce fait réfute victorieusement, dit-il, la thèse socialiste, d'après laquelle le « travailleur » rural serait exproprié par la nouvelle « féodalité » terrienne (1).

Le nombre des fermiers et des métayers diminue ; il tombe de 1.440.000 en 1862 à 1.192.000 en 1891. Cette perte de 248.000 est loin de balancer le gain fait par la catégorie des propriétaires pendant la même période. La

(1) Zolla, *Questions agricoles*, p. 284.

plus forte diminution porte sur les ouvriers et domestiques de ferme. En 1862, ils étaient 4.098.000 ; en 1881, 3.450.000, et actuellement on en compte 3.050.000. Cette réduction considérable du nombre des salariés agricoles depuis près de cinquante ans, est une conséquence du développement de la petite propriété et de l'exode rural. Elle coïncide également avec les efforts faits pour remplacer une main-d'œuvre coûteuse par des instruments mécaniques, ou pour substituer aux anciens systèmes de culture d'autres méthodes d'exploitation faisant une plus large part à l'élevage du bétail ainsi qu'à la production laitière. Malgré l'emploi des machines agricoles, les agriculteurs se plaignent de la rareté et de la cherté de la main-d'œuvre. Cinq siècles avant nous, on entendait déjà les mêmes plaintes. En montant sur le trône, Philippe de Valois édicta un tarif légal du prix du travail agricole. Au cours du xix^e siècle, les salaires agricoles bénéficient d'une hausse considérable ; il n'est pas étonnant que des propriétaires ou des fermiers aient cherché à remplacer la main-d'œuvre par des machines. Aussi dans certaines régions, la population rurale a-t-elle pu diminuer quand les entrepreneurs de culture ont développé leur outillage mécanique. Cependant il est permis de croire qu'en beaucoup d'endroits les machines agricoles n'ont pas provoqué l'émigration suburbaine, mais ont simplement servi à suppléer à l'insuffisance du nombre des travailleurs.

CHAPITRE PREMIER

L'EXODE RURAL.

HISTORIQUE SOMMAIRE.

L'émigration suburbaine n'est pas un mouvement particulier au temps présent ; ce n'est pas un mal de notre époque, exclusif à notre pays. « C'est l'accentuation, dit M. Vandervelde, d'un mouvement qui s'est toujours produit depuis qu'il existe des agglomérations urbaines (1). » Bien avant le xix^e siècle, on s'en plaignait en France, et les anciens l'avaient déjà signalé. Plutarque l'attribue à la sécurité plus grande dont on jouit dans les villes ; Columelle, à la substitution du bétail au blé par les propriétaires. L'exode rural est, pour Salluste et Appien, l'une des causes de la décadence romaine, et Virgile, en chantant les beautés de la nature, semble avoir voulu le combattre.

On trouve peu de renseignements sur l'abandon des campagnes en France à l'époque gallo-romaine et le Moyen-Age. Beaucoup d'auteurs le méconnaissent pendant les siècles qui ont précédé le règne de Louis XIV. Certains autres donnent des exemples d'exode rural avant le xvii^e siècle et quelques-uns affirment qu'il a toujours

(1) Vandervelde, *L'exode rural et le retour aux champs*, p. 126 et s.

existé. Guizot le signale dès l'époque de la conquête romaine. « La terre ne produisait même pas la compensation des dépenses de la culture... le laboureur abandonnait des travaux dont le fisc absorbait tout le produit (1). » C'est le fisc qui contraignait le paysan à quitter la charrue. Jusqu'à la Révolution, les agents du fisc, collatores romains, gabeleurs du moyen-âge, maltotiers des temps modernes, ont été l'un des fléaux les plus redoutés des populations agricoles. Daresté de la Chavanne (2) constate la désertion des cités du nord de la Gaule pendant la période romaine où le fisc écrase le paysan.

Au Moyen-Age, les paysans accourent dans les villes qui se sont fortifiées pour résister aux invasions des barbares. Le besoin de sécurité, d'un abri sûr les pousse vers les cités. Cet exode avait un caractère différent de celui de notre époque. Karl Bücher fait cette constatation en comparant les deux mouvements. « Au Moyen-Age, dit-il, les migrations n'embrassent jamais que certaines classes de la société... : les marchands, les artisans salariés, les compagnons de métier... ; les serfs qui vont chercher une protection derrière les murs de la ville. Les migrations, à l'époque moderne, sont souvent affaire des individus qui se laissent guider par les mobiles les plus divers. Elles sont presque partout inorganiques et ces

(1) *Histoire de la civilisation en France*, V. 3^e, 7^e leçon, p. 260, édit. Didier.

(2) Daresté de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles*, p. 73.

phénomènes qui se répètent mille fois par jour n'ont que ce seul caractère commun, à savoir qu'il s'agit partout de personnes quittant une localité pour rechercher des conditions d'existence plus favorables (1). » L'exode rural existait donc, et comme dans tout l'ancien régime, les campagnes se dépeuplaient et se repeuplaient selon la succession des périodes de crise ou de prospérité. A la période féodale, les villages se formèrent dans le « plat pays ».

Un phénomène curieux se produisit au ^xⁱ^e siècle. La crainte de la fin du monde en l'an mille, puis en l'an mil quarante, poussa un grand nombre de personnes dans la vie monastique et découragea les autres. Ce fut une époque peu favorable pour la population rurale. Après cette période de malaise, la natalité fut très forte, et à la fin du ^xⁱ^e siècle, les campagnes fourmillaient de paysans. Cette surabondance de population fut, avec l'exaltation des idées religieuses, la principale cause des croisades. La première expédition, en 1096, se composa d'un attroupement immense de paysans malheureux qui partirent presque sans armes. Mais cette foule se déversa à l'étranger, sans profit pour les villes de France.

Après les croisades, les villes se forment et veulent avoir une nombreuse population pour acquérir une prospérité économique. Dans ce but, elles obtiennent du roi le privilège d'accorder la liberté aux serfs qui auront séjourné plus

(1) Karl Bücher, *Etudes d'histoire et d'économie politique*, p. 327.

d'un an dans leurs murs sans avoir été réclamés par leurs maîtres. Elles construisent des remparts et arment des milices pour leur défense. Mais, dans les guerres qu'elles soutiennent avec les seigneurs, les paysans du plat pays sont traités cruellement. Aussi ces derniers cherchent-ils à entrer dans leur sein. M. Flour de Saint-Genis nous apprend que « les professions les moins considérées, les petits métiers et la domesticité, s'ouvrent largement aux enfants des laboureurs dont les familles sont trop nombreuses » (1).

Cette émigration fut si considérable que les seigneurs craignirent le dépeuplement de leurs domaines ; d'eux-mêmes, ils multiplièrent les affranchissements de serfs. Au xiii^e siècle, ils affranchissaient en masse des villages et des bourgs pour retenir la population sur leurs terres. Certains d'entre eux créaient des villes nouvelles où ils attiraient les serfs de leurs voisins par la promesse d'un meilleur traitement. De là date l'origine des « Villefranche » et « Villeneuve » qui sont restées nombreuses. Au xiv^e siècle, non seulement la population des campagnes est décimée par la guerre de Cent Ans et la peste de 1348, mais les villes offrent aux paysans un abri contre les « routiers » qui ravagent le pays. Les campagnes se dépeuplent, « *propter frequentiam guerrarum, discrimina multa et illicita, presertim incendiæ* », dit l'Ordonnance des nobles de Bourgogne. La terreur était dans les campagnes. Les gens de Pi-

(1) Flour de Saint-Genis, *La propriété rurale en France*, p. 95.

cardie, d'après Froissart, avaient été contraints de se réfugier dans des villages souterrains pour soustraire leur personne et leurs meubles au brigandage de la guerre. Le plus malheureux, c'est que les Français commettaient plus de violences que les Anglais. « Au xv^e siècle, dit Doniol, les populations fuient leurs champs ravagés par des pillards à la solde ou à l'ordre de leurs propres seigneurs (1). » L'ordonnance de 1413 nous fait connaître une autre cause de l'abandon des campagnes. C'est la multiplication, par les seigneurs, des garennes et des bêtes sauvages qui ont « dommagé et gasté » les vignes et labourages des « pauvres gens ». Ceux-ci n'ont pas eu « de quoy vivre et leur a convenu de laisser leur domicile ». Dans la « complainte du pauvre commun et des pauvres laboureurs », on menace le roi et les seigneurs d'un abandon général : « mais nous fuirons, nous sommes plus de cent mille qui voulons tourner la bride. » Il est probable que beaucoup le firent. On se plaignait au xv^e siècle de la tendance de la population à émigrer vers les villes. « En fait, dit M. Fournier de Flaix, le mouvement a toujours existé depuis la dislocation de la société féodale au xiv^e siècle (2). » Quand les héritiers d'un propriétaire trouvaient leurs parts trop réduites, ils les vendaient et allaient dans les villes. Les corporations inséraient dans leurs statuts des articles s'efforçant de restreindre « l'invasion des étrangers, vilains et manants

(1) Doniol, *Hist. des classes rurales*.

(2) Fournier de Flaix, *Economiste français*, 1892, 2^e sem., p. 132.

du plat pays ». A cette époque, Lyon est peuplé de paysans. « Lyon, dit Steyert, a été conquis par la campagne. Depuis le ^{xiv}^e siècle, les habitants de Lyon se recrutent parmi les paysans qui, ayant réalisé un certain pécule, viennent le faire fructifier, attirés par les immunités et les profits que l'on peut obtenir dans les grandes villes (1). »

Au ^{xvi}^e siècle, les guerres religieuses ont le même résultat que la guerre de Cent ans. Dans les intervalles de paix, les campagnes se repeuplent pour voir leur population décimée à chaque reprise des hostilités. Parfois, quand la trêve est longue, « les habitants pullulent dans le plat pays ». Les centres urbains continuent à se développer et offrent un travail lucratif à toutes les activités. Aussi Guy Coquille constate-t-il le phénomène de dépopulation des campagnes au profit des villes. Dans la deuxième moitié du ^{xvi}^e siècle, les progrès faits par les agglomérations urbaines sont considérables. La royauté veut mettre bon ordre à ce développement. Elle édicte, mais sans succès, « des prohibitions contre l'extension de Paris au delà de certaines limites ». En 1678, Louis XIV et Colbert se croiront obligés de prendre la même mesure. On ne voit plus seulement le vilain abandonner la campagne au ^{xvi}^e siècle ; la noblesse quitte ses domaines, attirée par les séductions de la cour. François I^{er} appelle les nobles autour de lui et leur distribue des pensions.

(1) Steyert, *Hist. de Lyon*, II, p. 512.

L'absentéisme des propriétaires commence à cette époque. Pendant ce temps, les habitants des campagnes viennent chercher dans les villes une protection efficace contre les violences des soldats. Paris est encombré de personnes affamées « qui refluent des campagnes », et en 1596 « Henri IV se plaint que les peuples abandonnent la campagne » (1). Au xvii^e siècle, le mouvement continue causé par la détresse et la misère. Sous Mazarin, le paysan supporte le fardeau des impôts, des emprunts et des créations d'offices. « Ces influences chassent des campagnes ceux qui auraient le plus longtemps résisté. » Après la Fronde, la diminution de la population rurale est intense. L'édit sur les communes de 1667 dit dans son préambule : « Les habitants étant privés des moyens de faire subsister leurs familles ont été forcés d'abandonner leurs maisons. » Colbert prohibe en vain l'exportation du blé pour en abaisser le prix. Le gain du producteur rural devient insuffisant et le cultivateur abandonne les champs pour la ville qui lui offre un travail moins pénible et plus lucratif. A partir de Louis XIV, l'émigration suburbaine devient un fait habituel qui ne cesse pas jusqu'à nos jours. Elle se généralise et s'accroît ; c'est une infiltration permanente de la population des champs dans celle des villes. L'attraction des villes sur les populations rurales et l'extension de l'industrie et du commerce attirent en foule les paysans qui sont pous-

(1) A. Dumont, *Dépopulation et civilisation*, p. 204.

sés à la ville d'autre part, par la misère des campagnes et le recrutement de la milice qui épargne les citadins. L'exode rural est plus intense que jamais. En 1673, un relevé des décès de l'Hôtel-Dieu de Paris, porte que sur 501 malades, 127 seulement étaient parisiens. Les autres, c'est-à-dire près des trois quarts, étaient venus de diverses provinces. Louis XIV contribue puissamment au dépeuplement des campagnes. Il force les nobles à venir habiter Paris au moins six mois de l'année. Il attire toute la noblesse à la cour ; les nobles viennent avec de nombreux serviteurs. L'absentéisme est forcé ; la noblesse n'est plus représentée auprès des populations rurales que par ses régisseurs. Elle ne dépense plus sa fortune au milieu de ses tenanciers. D'autres cours se forment qui imitent celle du roi. Les campagnes sont frappées d'inertie, les paysans sont dans la misère. Les grands travaux entrepris sous ce règne attirent encore ces malheureux à Paris et à Versailles. Paris pullule de mendiants venus de la campagne, à tel point qu'on est obligé de prendre des mesures de police pour les renvoyer « dans leurs maisons ». Un arrêt du 18 juillet 1693 ordonne à tous les gens valides venus de la campagne à Paris pour mendier, de se retirer dans leurs maisons pour travailler à la moisson. Des arrêts du 3 octobre et du 1^{er} décembre de la même année et un autre du 26 mai 1694 sont rendus pour le même motif, ils édictent des peines sévères, et les galères pour trois ans en cas de récidive. Des déclarations du roi des 23 et 25 juillet 1700

contre les mendiants vagabonds encore très nombreux leur enjoignent de retourner à la campagne et promettent l'ouverture d'ateliers publics pour les pauvres (1). La misère est très grande dans les campagnes : plusieurs auteurs la signalent. La Fontaine et La Bruyère dépeignent la détresse du paysan. Fénelon dit au roi que ses peuples meurent de faim et que les campagnes se dépeuplent. Vauban décrit les grands chemins de la campagne et les rues des villes pleines de mendiants que la famine et la nudité chassent de chez eux (2). La révocation de l'édit de Nantes et la persécution contre les protestants avaient ajouté l'exode vers l'étranger au dépeuplement des villages.

Au XVIII^e siècle, la désertion des campagnes se poursuit. La population émigre dans les villes, dit M. Esmein, pour échapper au service des milices et à la taille qui ne frappe plus que les laboureurs et les paysans. L'exemption de la corvée royale des grands chemins attire également les campagnards vers les cités. De nombreux auteurs contemporains signalent l'abandon de la culture dans une proportion considérable. Les rapports des intendants signalent fréquemment un exode des populations rurales très prononcé. D'Argenson dit en 1735 : « Il faudrait que les villages ne fussent pas déserts et que leurs habitants ne fussent pas eux-mêmes des mendiants (3). » Les physiocrates donnent plusieurs raisons

(1) *Code de l'Hôpital Général*, édit de 1786, p. 434 et s.

(2) Vauban, *Dime royale*, Introduction.

(3) D'Argenson, *Mémoires*.

de cet exode. Ce sont : la misère des campagnes, la crainte de la milice, les abus de la fiscalité, l'ambition des parents qui inspirent à leurs enfants le mépris de la profession agricole, l'absentéisme des grands propriétaires. Ces derniers sont toujours « séduits par les délices de la capitale ». Pour Mirabeau père, la première cause de l'abandon de la terre est « le prodigieux gonflement de la capitale. Tout l'argent y vient... l'homme suit le métal comme le poisson suit le courant de l'eau et tout vient à Paris » (1).

Dans l'*Encyclopédie*, Quesnay écrit : « Les plus énergiques et les plus intelligents, parmi les paysans, émigrent dans les villes parce que les courtisans et les nobles y dépensent beaucoup d'argent (2) ». Deparcieux prétend que les villes ne sont si peuplées qu'aux dépens des campagnes. Les travaux des cités encouragent la tendance à désertier l'agriculture. « Les villes, dit Moheau, renferment des établissements et des personnes riches qui soldent le travailleur, assurent l'emploi de la main-d'œuvre... et conséquemment attirent l'habitant du lieu voisin ; et des raisons contraires dépeuplent les campagnes » (3). Arthur Young, J.-J. Rousseau et beaucoup d'autres font remarquer l'abandon des terres et les progrès de la mendicité. Les villageois affluent dans les

(1) Mirabeau, *L'ami des hommes*, t. I, chap. V, p. 52.

(2) *Encyclopédie*, art. Fermiers.

(3) Moheau, *Recherches et considérations sur la population de la France*, p. 37.

grandes villes où les attirent l'industrie et la domesticité. Un intendant d'une des meilleures provinces dit à d'Argenson qu'on n'y trouve plus de fermiers, que les pères aiment mieux envoyer leurs enfants vivre dans les grandes villes. « Les journaliers prennent tous le parti d'aller se réfugier dans les petites villes. Il y a quantité de villages où tout le monde abandonne le lieu (1). » On se plaint du manque de bras de l'agriculture, et cependant, quand on veut rapatrier des familles du Canada et les établir dans la campagne, propriétaires et fermiers déclarent n'avoir pas besoin de bras. Ils craignent d'avoir à leurs charges des malheureux sans ressources. Taine remarque que de 1750 à 1789 on se plaint de l'abandon des campagnes et des émigrations vers la ville (2). En 1865, dans les *Ephémérides du citoyen*, on lit : « La guerre, la marine, la finance, la justice, le commerce, les arts, les Églises même arrachent tour à tour les enfants de nos cultivateurs aux hameaux qui les ont vus naître. »

L'émigration suburbaine fait l'objet des doléances des cahiers des Etats-Généraux de 1789 qui réclament l'adoption de mesures restrictives contre cet exode vers les villes. Le mouvement ne s'arrête pas ; la Convention, pour y remédier, rend un décret accordant une pension aux serviteurs agricoles après un certain nombre d'années de service ; mais le décret reste sans exécution.

(1) D'Argenson, *Mémoires*.

(2) Taine, *Orig. de la France contemp.*, t. I, p. 429 et s.

Jusqu'en 1815, les guerres épuisent la population rurale qui fournit aux armées les meilleurs soldats. L'espoir d'une brillante carrière militaire attire les jeunes gens dans les villes de garnison, puis les levées faites par Napoléon dépeuplent les campagnes. Elles enlèvent les plus valides à leurs foyers et sont la cause de la diminution des mariages et de la décroissance de la natalité. Paris continue d'être un grand centre d'attraction et Napoléon veut diminuer l'émigration vers la capitale. Sous la Restauration qui donne une longue période de paix à la France, le mouvement émigratoire ne fait que s'accroître, et pendant tout le xix^e siècle, le développement de l'industrie aide à la formation des villes et y attire les paysans. En 1787, il y avait en France, à l'exception de Paris, 78 villes de plus de 10.000 habitants. Elles renfermaient 1.949.911 personnes. En 1886, elles sont 234 et sont peuplées de 3.400.000 âmes. Elles ont gagné en un siècle 2.433.368 habitants. La population urbaine s'accroît constamment aux dépens de celle des campagnes. L'industrie offre au paysan un salaire plus élevé ; elle se développe autour des bassins houillers et de nombreuses villes sont créées par les travailleurs que les industries prospères attirent autour des mines. « Il faut arriver au cœur du xix^e siècle, dit M. A. de Foville, pour voir le mouvement de concentration des molécules humaines s'accroître et s'accélérer au point de constituer un phénomène tout nouveau... La chimie, la vapeur et l'électricité, les railways et les steamers, l'or et le crédit

venaient simultanément imprimer aux hommes et aux choses un essor sans précédent..... La distribution des vivants à la surface du globe en a été considérablement affectée... (1). » A chaque dénombrement de la population, on constate un excédent de naissances dans la campagne et une diminution de la population rurale; dans les villes, au contraire, les décès l'emportent sur les naissances et la population urbaine augmente fortement. Les paysans viennent en grand nombre à Paris. François Arago veut, en 1846, lutter contre l'affluence de plus en plus effrayante de la population ouvrière de tous les points de la France à Paris. Sa proposition a surtout en vue la soudaine agglomération occasionnée par l'exécution des fortifications de Paris. Fourier veut faire disparaître les grands centres pour faire place à des phalanstères peuplés de 2.000 habitants au plus. Pecqueur déplore la désertion des campagnes et l'entassement de la population manufacturière dans les grandes villes. Les masses humaines s'accumulent dans d'étroites enceintes, où, selon l'expression de M. de Foville, « rien ne rappelle plus la nature » (2).

Le Comité du travail, en 1848, fait prescrire une enquête qui contient cette question : « Quels seraient les moyens d'arrêter l'émigration vers les villes des travailleurs des campagnes, et d'appliquer aux travaux des champs les bras inoccupés de l'industrie ? » La solution n'est pas

(1) *Economiste français*, 1908, 1^{er} sem., p. 876.

(2) *Ibid.*

trouvée, et l'exode rural ne perd pas de son intensité. En 1851, Blanqui signale l'exode rural surtout dans les Alpes et le centre de la France ; il le regrette. Proudhon, quelques années plus tard, parle du même phénomène et appelle les grandes villes « des gouffres où s'engloutit la population ». De 1836 à 1866, des départements voient leur population diminuer par le fait de l'émigration. Le Puy-de-Dôme voit partir à lui seul, en trente ans, 62.709 individus. Du dénombrement de 1856, il ressort un déplacement énorme de population de département à département. De 1847 à 1866, la moitié environ du territoire, composée des arrondissements ruraux, a perdu un million d'habitants, et l'autre moitié, où se trouvent les principales villes, a gagné trois millions. De 1876 à 1881, la population rurale perd par émigration 821.000 individus ; de 1881 à 1886, 455.554 ; de 1886 à 1891, 585.000. Le mouvement se continue sans interruption et croît en intensité. Il poursuit l'évolution commencée au ^{xvii}^e siècle qui se continuera encore longtemps malgré les efforts que l'on pourra faire contre sa marche. De nos jours, l'émotion qu'il a soulevée est loin d'être calmée. On fait toujours entendre des plaintes amères sur l'avenir de l'agriculture. On cherche les causes et les remèdes et l'on commence même un mouvement de repopulation des campagnes. Les uns, comme M. Marcel Prévost, achètent des propriétés, vont les habiter une partie de l'année et s'occupent des travaux agricoles et de l'élevage. D'autres prêchent le retour à la terre. De nombreuses publications

essayent d'intéresser le public aux beautés de la nature et aux plaisirs champêtres. Des sociétés créent des concours pour la recherche des moyens de ramener la population vers les champs. Mais il est bien difficile de persuader aux citadins qu'ils seront plus heureux en adoptant la vie rurale et aux émigrants qu'ils reviendront sur leur erreur en reprenant la vie des champs. Quand on n'est pas attaché au sol par le lien puissant de la propriété, on se laisse facilement attirer ou retenir dans les villes, par l'attrait des plaisirs et l'espoir d'y faire fortune.

**Constatation et étude descriptive du phénomène
de l'exode rural.**

La dépopulation des campagnes, est en France une question d'actualité. Il est devenu banal de déplorer l'émigration des ruraux vers les villes. Cette thèse remonte déjà loin ; ses partisans se sont émus depuis longtemps d'une telle situation, ils prétendent que l'agriculture manque de bras, terme consacré. On parle de la marche progressive de l'élan qui pousse les habitants des campagnes à quitter leur pays pour une ville ; de l'avenir redouté où nos champs si fertiles seront devenus des landes et des déserts (1). La natalité elle-même est en décroissance à la campagne comme dans les villes ; la pratique du fils unique s'est largement répandue dans les villages. Toutes ces doléances sont depuis des années

(1) Deghilagè, *La dépopulation des campagnes*, p. 1 et s.

un lieu commun ; le poète belge Verhaeren appelle villes tentaculaires, les cités où vont s'engouffrer les populations rurales.

La plaine est morne et morte et la ville la mange (1).

Autrefois, personne ne contestait le fait, et les écrivains jetaient d'un commun accord le cri d'alarme. Les académies de province mettaient la question au concours et recherchaient les moyens d'arrêter ce mouvement. En 1874, Boutarel (2) constate que la population rurale est en diminution, en même temps que la population urbaine augmente. Il donne comme raison la forte augmentation des salaires dans les villes où la main-d'œuvre est rare. Les ouvriers agricoles trouvent à s'employer plus facilement et plus avantageusement dans les villes que dans les campagnes. Maurice Bloch écrivait, en 1886 : « Il y a un fort déplacement de la population, les habitants des campagnes ayant manifesté un penchant prononcé à émigrer et à se porter vers les villes (3). » Cet afflux des paysans dans les villes est, pour M. Vandervelde, une des manifestations de la centralisation : « ... centralisation urbaine, dit-il, par la multiplication des grandes villes, sièges des industries et des gouvernements (4).

Aujourd'hui encore, on se plaît à répéter qu'il n'y a pas assez d'ouvriers agricoles et que les habitants de la

(1) Verhaeren, *Les campagnes hallucinées*.

(2) *Economiste français*, 1874.

(3) *Economiste français*, 1886, 1^{er} sem., p. 192.

(4) Vandervelde, *L'exode rural et le retour aux champs*, p. 230.

campagne émigrent en masse vers les villes. M. Deghilage, dans son ouvrage à caractère pédagogique sur l'abandon des campagnes, apporte la note grave dans l'écho des plaintes si nombreuses sur ce sujet. « Un grand danger, dit-il, menace la France dans sa fortune présente et dans son avenir ; ce danger, c'est l'émigration progressive des campagnes vers les villes. Les communes rurales se dépeuplent avec une effrayante rapidité. Paris attire la province, la ville attire le village. Le breton, le flamand, le provençal, le savoyard, l'auvergnat accourent à la ville. L'émigration prend des proportions effrayantes... Plus de 33.000 communes, qui ont un caractère purement rural, voient leurs habitants émigrer au profit des villes dont la population dépasse 30.000 habitants. De 1886 à 1896, la population urbaine s'est augmentée de 400.000 habitants au détriment de la population rurale. Aujourd'hui, 36 0/0 à peine des parisiens sont nés à Paris... » (1).

A la séance de la Chambre des députés, du 22 novembre 1905, M. Jaurès déplorait la désertion des campagnes en ces termes : « La caserne appelle les fils et la ville les retient. Et les fils ne reviennent plus, et le père vieillit sans soutien. » Défendant les mêmes idées, M. Paul Coutant disait le lendemain à la même tribune : « Les fils des petits propriétaires ont pris le chemin de la ville ou se sont précipités vers les fonctions publiques » (2).

(1) Deghilage, *Dépopulation des campagnes*, p. 1.

(2) *J. off.*, 23 et 24 novembre 1905.

Les relevés de la statistique démographique prouvent surabondamment que la population rurale a diminué dans la deuxième moitié du XIX^e siècle avec une grande rapidité. En 1901, la population rurale représente 59 0/0 de la population totale du pays ; en 1872, elle atteignait 68,88 0/0, et en 1846, 75,58 0/0. L'importance de ce mouvement décroissant saute aux yeux à la simple inspection du tableau suivant :

ANNÉES	POPULATION			RAPPORT AU TOTAL de la population	
	Rurale	Urbaine	Totale	Rurale	Urbaine
	Habitants	Habitants	Habitants	pour 100	pour 100
1846	26.753.743	8.646.743	35.400.486	75,58	24,42
1851	26.647.711	9.135.459	35.783.170	74,47	25,53
1856	26.194.536	9.844.828	36.039.364	73,20	26,80
1861	26.596.547	10.789.766	37.386.313	71,14	28,86
1866	26.471.716	11.595.348	38.067.064	69,54	30,46
1872	24.888.904	11.214.017	36.102.921	68,88	31,12
1876	24.934.334	11.971.454	36.905.788	67,56	32,44
1881	24.575.506	13.096.542	37.672.048	65,24	34,76
1886	24.452.395	13.766.508	38.218.903	64,05	35,95

Ainsi, pendant que le chiffre de la population urbaine s'est élevé de 24,42 à 35,95 0/0 de la population totale, celui de la population rurale est descendu de 75,58 à 64,05 0/0. A l'exception du recensement de 1861, on constate une marche toujours décroissante de la population rurale, et cependant, le nombre des communes rurales qui deviennent villes est relativement restreint. Le recul considérable qui caractérise le recensement de 1872 est

dû à la perte de l'Alsace-Lorraine qui nous a coûté 1.500.000 habitants.

La population urbaine, au contraire, s'est accrue considérablement. Son augmentation dépasse celle de la population totale d'une façon constante depuis 1876. Elle gagne beaucoup par immigration. En 1896, on constate que la population rurale a perdu 539.493 habitants, alors que l'excédent des naissances sur les décès y est de 36.323 unités. La population urbaine gagne 714.520 habitants et l'excédent des décès y est de 22.762. L'émigration rurale a été très forte.

La population urbaine s'est accrue des unités soustraites à la population rurale. Le recensement du 18 décembre 1881 accuse une progression de 766.260 habitants pour la population totale, et de 561.869 pour les seules villes de 30.000 âmes et au-dessus. L'augmentation n'est que de 204.391 pour le reste de la population, quoique cette dernière catégorie forme les $\frac{5}{6}$ de la population totale et que les naissances aient été plus nombreuses dans les campagnes que dans les cités populeuses. Le rapport du 7 août 1882 au Président de la République constate que les villes participent à l'augmentation de la population pour les $\frac{5}{7}$ et que la désertion des campagnes ne fait que progresser. Les dispositions actuelles des populations, ajoute le rapport, annoncent une progression de plus en plus considérable pour l'avenir.

Depuis 1890, la mortalité l'emporte sur la natalité dans la majorité des grandes villes. C'est aux campagnes

qu'est dû exclusivement notre faible excédent actuel des naissances sur les décès. Il aurait dû en résulter d'un recensement à l'autre une proportion plus forte de population rurale, au lieu d'une proportion plus faible. Le mouvement migratoire a enlevé 455.554 habitants aux campagnes de 1881 à 1886. L'excédent des naissances de 1882 à 1886 a été, pour la population rurale, de 332.543. Le recensement de 1886 aurait dû donner le chiffre de 24.907.949 ruraux au lieu de 24.452.395. C'est, pour les campagnes, une perte de 455.554, résultat de l'émigration. M. Levasseur croit qu'en dix ans, de 1876 à 1886, l'émigration paraît avoir enlevé environ 1.276.000 personnes à la population rurale. Il ne faut pas conclure que la population a déserté les campagnes suivant une proportion correspondante à l'augmentation de la population urbaine. Par le fait même de son augmentation normale, la population d'une commune peut, d'une période à l'autre, passer du groupe rural dans le groupe urbain. Mais la diminution de la population rurale est l'indice d'un mouvement dont l'existence se trouve confirmée d'autre part par le fait de l'accroissement rapide de la population des grandes villes. De 1801 à 1896, la population de la France augmentait de 1 à 1,40 environ, alors que celle des grandes villes a monté de 1 à 3 et même plus. Vers 1803, il n'y avait en France qu'une dizaine de villes ayant plus de 40.000 habitants et 3 seulement dépassaient 100.000. « On peut écrire sans exagérer, dit le *Courrier agricole* du 20 décembre 1908, que trois ou quatre mil-

lions de campagnards se sont rués vers les villes. Le tableau suivant donne une idée de la croissance énorme de certaines villes de France au XIX^e siècle.

Population en milliers d'habitants.

?	1801	1896		1801	1895
Paris.....	547	2.537	Roubaix.....	8	124
Lyon.....	110	466	Le Havre.....	16	119
Marseille.....	111	442	Reims.....	20	108
Bordeaux.....	91	257	Limoges.....	20	78
Lille.....	55	216	Tourcoing.....	12	78
Toulouse.....	50	150	Toulon.....	20	75
Saint-Etienne....	16	136	Dijon.....	21	67

Le rapport du ministre de l'intérieur au Président de la République, du 31 décembre 1901, constate que « l'accroissement de population des grandes agglomérations continue à se produire au détriment des campagnes par un déplacement de la population rurale vers les centres industriels et commerciaux ». Le commerce et l'industrie ont attiré dans les centres urbains une nombreuse population et, dit M. Guéry, « personne n'ignore que les agglomérations urbaines ont pris leur importance parfois si considérable au détriment de la population des champs » (1). M. Larnaude, à propos de la loi sur les accidents du travail, écrit : « Il ne faut pas mettre les ouvriers ruraux dans une situation plus défavorable que les ouvriers de l'industrie, parce que cela favorisera et développera l'exode des populations rurales vers les villes. Elles y sont déjà

(1) Guéry, *Population agricole*, p. 39.

trop attirées au grand détriment de l'agriculture. Il ne faut pas accroître un mouvement qui pourrait devenir funeste s'il prenait une trop grande extension (1). »

La population des campagnes émigre donc vers les villes en grand nombre. C'est, d'après Carey, en vertu de la loi de gravitation qui régit non seulement le monde physique, mais le monde social. Pour lui, les groupements humains s'attirent en raison directe des masses et en raison inverse des distances. Une capitale très peuplée a une grande force d'attraction. Cette idée sur l'association exposée avec un relief saisissant, est confirmée par les faits ; les habitants des campagnes sont attirés vers les villes, la population tend à s'agglomérer. Fourier part du même principe et prétend avoir découvert, le jour du Vendredi-Saint, le secret de l'association universelle des hommes basée sur le principe physique de l'attraction universelle, découvert par Newton. La même idée est reprise par M. Levasseur quand il dit : « La force d'attraction des groupes humains est, en général, proportionnelle à la masse (2). » M. de Foville essaie de décrire cette attraction en comparant les mouvements de la population à ceux de la poudre répandue sur une plaque vibrante quand on frotte le bord de la plaque avec un archet. « Quand le contre-coup d'une grande secousse économique fait pour ainsi dire vibrer la terre sous ses pas, la poussière humaine s'agite. Elle obéit, sans le

(1) *Bulletin de la Société des viticulteurs de France et d'ampelographie*.

(2) Levasseur, *La population française*, t. II, p. 355.

savoir, aux courants qui la sollicitent et de ces mille déplacements individuels et inconscients résulte un état d'équilibre tout à fait différent de celui qui l'avait précédé. Enorme multiplication des villes et rapide croissance de beaucoup d'entre elles, tel est le double phénomène qui se produit (1). »

S'appuyant sur les résultats des recensements de 1851 et 1856, M. de Lavergne dit que le dénombrement de 1856 a mis en lumière l'immense mouvement de déplacement qui pousse la population vers les grandes villes (2). Cinquante-quatre départements ont vu leur population diminuer depuis 1851. Trente-deux seulement se sont accrus, et l'augmentation n'a été considérable que dans douze d'entre eux. Les départements les plus frappés dans leur population sont : la Haute-Saône, la Meuse, les Vosges, l'Ariège ; ils possèdent peu ou pas de grandes villes. Parmi ceux qui ont le plus gagné, figure au premier rang la Seine ; ce département s'est accru de 305.000 habitants en cinq ans. De 1831 à 1847, Paris n'avait pas gagné davantage, et cet accroissement était tenu pour excessif. Les autres grandes villes de France : Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Saint-Etienne se sont considérablement agrandies, et, jusque dans les petites villes, cette tendance s'est fait généralement sentir. Le mouvement de déplacement n'est pas nouveau, mais il a pris depuis 1851 des proportions extraordinaires. Il

(1) *Economiste français*, 1908, 1^{er} sem., p. 876.

(2) Lavergne, *L'agriculture et la population*, p. 420.

n'était pas encore arrivé, sauf dans cinq ou six départements placés sous l'influence de causes particulières, que la population diminuât. Cette fois, c'est une marche en arrière sur les deux tiers du territoire. L'émigration dans les villes et le grand développement de l'industrie expliquent en partie cette décroissance de la population rurale. Amiens, qui comptait 38.000 habitants en 1840, en avait 63.000 en 1877. Une augmentation si considérable ne peut s'être produite qu'en absorbant une partie de la campagne. Cette affirmation est devenue un fait certain avec Baudrillart qui a constaté que, de 1841 à 1876, la population du département de la Somme est tombée de 559.680 habitants à 556.641. Dans cet intervalle de trente-cinq années, les communes industrielles ont augmenté et les communes rurales ont subi une décroissance considérable (1).

Dans un rapport au conseil général de la Haute-Saône en 1857, on trouve : « Ainsi que vous venez de le voir, Messieurs, le rapport de M. le préfet vous fait connaître que les résultats du dénombrement de la population accusent une diminution de 35.072 habitants, du 1^{er} janvier 1851 au 1^{er} janvier 1855... (2). Quelles sont les causes qui ont amené un pareil résultat... ? M. le préfet en assigne quatre... : 4^e Emigration intérieure des populations rurales sur les grandes villes et notamment sur Paris,

(1) H. Baudrillart, *Les populations agricoles de la France*.

(2) Cette diminution représente le sixième de la population du département à cette époque.

évaluée à 16.372... En étudiant cette diminution de la population au point de vue de la population urbaine, de la population rurale et de la classification, votre commission a reconnu que la population des villes du département et des centres d'industrie a augmenté, tandis que toutes les pertes ont porté sur les cantons ruraux. »

Ces doléances du milieu du siècle dernier ont trouvé leur écho à l'époque actuelle. Pendant la période quinquennale de 1896 à 1901, la population s'est accrue dans vingt-cinq départements ; dans soixante-deux autres, au contraire, on constate un déficit. « Ce sont donc les principales villes qui absorbent, et au-delà, l'accroissement total de la population, tandis que la plupart des départements agricoles se dépeuplent de plus en plus » (rapport au Président de la République du 31 décembre 1901). Ce phénomène de diminution de la population rurale de la France au profit de la population urbaine, semble n'avoir rien perdu de sa gravité, et le rapport au Président de la République du 30 décembre 1906 le déplore longuement. La population totale de la France est estimée en 1906 à 39.252.245 habitants, chiffre supérieur de 290.300 à celui de 1901. Entre les deux recensements de 1901 et 1906, l'augmentation porte sur trente-deux départements seulement, et la diminution sur cinquante cinq. Dans les augmentations les plus fortes se trouvent : les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Nord, le Rhône, la Meurthe-et-Moselle, la Seine-et-Oise, la Seine, départements industriels où se trouvent de grands cen-

tres. Par contre, la diminution a lieu dans les départements agricoles.

« La principale cause de la décroissance de la population dans de trop nombreux départements, dit le rapport, c'est l'attraction qu'exercent les grands centres. En effet, alors que le chiffre total de l'augmentation de la population générale n'est que de 290.300 habitants, la population des villes comptant plus de 30.000 âmes s'est accrue de 223.072 personnes. Nice a gagné 29.123 habitants, Marseille 26.337, Lyon 13.015, Nancy 8.011, Paris 49.325 et la banlieue de Paris 50.305. En 1901, il y avait, à l'exception de Paris, dix communes dans la Seine qui comptaient plus de 30.000 habitants. En 1906, nous en trouvons 13. Les trois nouvelles sont Courbevoie, Pantin et Ivry. En 1901, l'accroissement des villes de plus de 30.000 habitants avait été de 458.376 ; celui de la population générale était de 444.613. L'accroissement général était inférieur à celui des grands centres. En 1906, il est devenu supérieur (1). »

Dans certains départements où la population est en décroissance, les centres urbains, au contraire, sont en progression. L'Aisne perd 1.088 habitants, Saint-Quentin gagne 2.490 ; le Doubs perd 426, Besançon gagne 806 ; la Sarthe perd 1.229, le Mans gagne 2.195 ; la Côte-d'Or perd 3.667, Dijon gagne 2.787 ; l'Isère perd 6.378, Grenoble gagne 4.407. Il en est ainsi dans beaucoup d'au-

(1) *Bulletin du Ministère de l'intérieur*, 1907, p. 3.

tres départements. En comparant les résultats du recensement de 1906 à ceux de 1901, on constate encore une diminution de la population rurale au profit de la population urbaine. Le nombre des très petites communes, comptant moins de 400 habitants, s'est augmenté de 373. Par contre, on constate une diminution de 352 unités dans le nombre des communes de 401 à 2.500 habitants. La décroissance de leur population les a fait passer dans la classe inférieure. Au dénombrement de 1906, on trouve trente communes seulement de plus qu'en 1901. L'augmentation du nombre des très petites communes provient donc exclusivement de la diminution de la population des communes qui sont entrées dans cette catégorie.

C'est à la même cause qu'il convient d'attribuer la diminution du nombre des communes de 401 à 2.500 habitants, qui rentrent presque toutes dans la catégorie des communes rurales; les communes ayant plus de 2.500 habitants n'ont en effet à leur actif qu'un gain de neuf unités sur les communes rurales. Ainsi, les 33.495 communes rurales qui forment plus des 11/12 des communes de France, perdent leurs habitants au profit des villes. Aujourd'hui l'exode rural va croissant de jour en jour; les campagnes se dépeuplent, les villages perdent leur importance et leurs ouvriers sont obligés de suivre le mouvement. Ce phénomène a pris un tel développement parce qu'il est un mouvement démographique des

plus naturels. C'est, pour M. Répécaud (1), un mouvement nécessaire, inévitable. Les campagnes sont les pépinières où les villes se recrutent.

L'émigration des campagnes vers les villes est maintenant un fait bien établi et indiscutable. Tous les auteurs qui traitent d'économie rurale le signalent et en démontrent la réalité. Cependant M. François Bernard est d'un avis différent (2). « La dépopulation des campagnes, écrit-il, est plus apparente que réelle. Depuis le commencement du xix^e siècle, la France n'a peut-être pas perdu deux millions d'agriculteurs. Ce qui ressort nettement de la série de nos recensements, c'est que toute l'augmentation de la population s'est portée dans les villes... Ce fait prouve une seule chose, que nos campagnes arrivent aujourd'hui, avec moins de bras, à produire la subsistance de beaucoup plus de monde. La dépopulation d'un grand nombre de régions est encore à encourager bien plutôt qu'à enrayer. Beaucoup qui arrivent à vivre misérablement sur quelques lopins de terre trop morcelés, cultivés sans intelligence, se feraient une condition bien meilleure en dépensant à la ville une même somme d'activité. »

De nos jours, l'exode rural est en pleine activité et ne semble pas devoir s'atténuer de lui-même dans un avenir prochain. « La désertion des districts agricoles, dit M. Vandervelde, continue et tend plutôt à s'accen-

(1) *Journal des Economistes*, 1850, t. VIII, p. 94.

(2) *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, t. I, p. 956.

tuer (1). » Dans l'état actuel des conditions économiques, on ne peut espérer arrêter complètement cette émigration. Il est à croire qu'elle ne fera qu'augmenter, tant y contribuent les facilités de locomotion, le développement de la civilisation et le progrès industriel. Certains auteurs pensent même qu'il ne faut pas tenter de l'enrayer. » « Essayer d'en changer le sens.... : serait folie, dit M. François Bernard (2); ce serait tenter de s'opposer aux lois physiques de l'équilibre social qui est incessamment détruit par l'action de la concurrence individuelle et qui se rétablit de même nécessairement sous les mêmes influences. » M. Répécaud est également d'avis qu'il ne faut pas combattre ce mouvement. « Si l'on voulait faire refluer à tout prix et par des moyens artificiels les ouvriers des villes dans les campagnes, on ne ferait qu'avilir de nouveau le travail agricole déjà trop mal rémunéré. Les cultivateurs seraient d'ailleurs hors d'état d'employer utilement les nouveaux venus dont on les surchargerait (3). » Il serait certainement plus sage de laisser s'opérer le retour aux champs causé par un revirement dans les mœurs. Ce mouvement dont il est maintenant impossible de nier l'existence s'est dessiné depuis quelques années, et l'agriculture semble n'être plus considérée comme la dernière des professions.

Dans la constatation de l'exode rural, nous avons re-

(1) Vandervelde, *L'exode rural et le retour aux champs*, p. 128.

(2) *Journal des économistes*, 1884, 4^e tr., p. 209.

(3) *Journal des économistes*, 1850, t. XXXI, p. 91.

marqué que certaines parties seulement du territoire de la France se dépeuplent au profit des villes. Certains départements voient leur population les abandonner, tandis que d'autres augmentent sans cesse le chiffre de leur population. Les rapports au Président de la République sur les recensements de 1901 et 1906, mentionnent que la dépopulation se fait sentir dans les départements agricoles, bien que la natalité l'emporte sur la mortalité dans les campagnes. « Ce sont les districts agricoles, dit encore M. Vandervelde, qui souffrent de l'émigration vers les villes. Dans presque toutes les parties rurales de la France, le nombre des communes inférieures à cinq cents habitants augmente à chaque dénombrement depuis 1851. Leur nombre est passé de 16.442 à 18.044 entre les deux recensements de 1876 et 1896 (1). » Au sujet de la dépopulation du département de l'Eure, M. Albert Petit nous dit : « Il se trouve à Paris et à Rouen un assez grand nombre de natifs de l'Eure, mais ils sont approximativement remplacés par des Bretons et même des Belges employés aux travaux agricoles. Les pays agricoles ont été les plus éprouvés. Le Vexin, la plaine du Neufbourg ont diminué d'un quart ; certains hameaux ont presque disparu. Les grandes fermes se substituent aux petites exploitations, et par suite, le travail mécanique au travail humain (2). » La diminution de la population rurale n'est pas également sensible dans toutes les régions. Les

(1) Vandervelde, *L'exode rural et le retour aux champs*, p. 128.

(2) *L'Economiste français*.

départements qui fournissent des émigrants sont ceux du Sud-Ouest, du Plateau Central, des Alpes, le département des Landes, le Poitou, la Bretagne, la Normandie. Ces régions sont peu commerçantes et presque totalement dépourvues d'industries. Ce sont en grande partie des contrées montagneuses ou assez accidentées, essentiellement destinées à l'agriculture par la conformation ou la nature de leur sol qui ne renferme ni houille ni minerais.

Les départements qui comptent les émigrants en plus grand nombre sont : l'Ardèche, les Hautes et Basses-Alpes, l'Aveyron, le Cantal, la Corrèze, la Creuse, la Savoie, la Haute-Vienne... Les provinciaux établis à Paris comme marchands de parapluies, ferrailleurs, scieurs de long viennent du Cantal et de la Corrèze ; les maçons, de la Creuse et de la Haute-Vienne ; les tailleurs de pierre, de la Normandie, les charbonniers et cochers de l'Aveyron, les garçons de banque et de magasin ; de la Savoie. Certaines de ces régions sont pauvres, comme le Plateau Central, les Alpes et la Bretagne. Leurs habitants viennent dans les villes chercher un travail rémunérateur pour rapporter ensuite leurs économies au pays natal. Le Massif Central est le pôle répulsif de la France, d'après Elie de Beaumont ; il est incapable de nourrir ses habitants et les force à émigrer. Ceux-ci vont de préférence vers les grandes villes. Dans les régions montagneuses, c'est la plupart du temps la nécessité qui pousse les habitants à émigrer. Blanqui dit, en parlant de la région

des Alpes : « Là... : on voit aussi peu à peu disparaître, avec le territoire, une partie des populations, soit qu'elles aillent chercher dans des parties plus fortunées de la France, leurs moyens d'existence, soit... (1). » Parlant de la population du centre, il dit qu'elle a établi depuis longtemps une espèce de flux et de reflux de ses champs à la ville et de la ville aux champs. Les Limousins, les Auvergnats, les Creusois viennent par troupes de 20.000 hommes, comme de véritables armées, exercer à Paris et dans nos grandes villes les métiers de porteurs d'eau, charbonniers, commissionnaires, maçons.

De 1851 à 1856, un groupe de six départements composé du Calvados, de la Manche, de l'Orne, de l'Eure, de l'Oise et de la Sarthe, presque tous voisins de Paris, doit avoir contribué pour un chiffre important à l'accroissement de la population de la capitale, quoique leurs habitants vivent dans de bonnes conditions d'aisance. Ils se font remarquer par la diminution graduelle de leur population. A l'exception de la Lorraine, de l'Alsace, de la Normandie et de la Picardie, où ont agi des causes particulières, ce sont les départements les moins riches de la France qui ont payé le plus lourd tribut à l'exode rural. « En Haute-Savoie, où le paysan aime sa montagne, dit M. Theuriet, les jeunes gens qui consentent à travailler la terre deviennent de plus en plus rares... Ils vont chercher fortune dans les grands centres ; la ville les prend

(1) *Journal des Economistes*, 1851, 4^e tr., p. 13.

et ne les lâche plus... Plus de cent mille campagnards émigrent ainsi tous les ans pour se fixer dans les quartiers pauvres des agglomérations urbaines (1)... » M. Levasseur constate que la Creuse envoie chaque année à Paris des milliers de maçons, et qu'au moment de la récolte, les Bretons remontent la Loire jusqu'à la plaine du centre. « On émigre, dit-il, des Alpes, du Massif central, de la plaine de la Loire, des Pyrénées et des Landes, de la Normandie et de la Bretagne. Ce sont des contrées agricoles et médiocrement riches (2). »

L'étude du mouvement migratoire dans les départements qui se dépeuplent conduit à cette constatation que les cantons ruraux seuls perdent leurs habitants. Les villes sont en augmentation pendant que la population totale du département est en perte. Les petites communes surtout perdent des unités ; beaucoup d'entre elles passent dans la catégorie des très petites communes par suite de leur diminution. Ce sont les plus petites communes, celles ayant moins de trois cents habitants qui augmentent en nombre. Elles se sont élevées de 8.521 en 1876 à 10.216 en 1896. L'émigration s'exerce également dans les régions agricoles qui avoisinent les grandes villes. Elle n'est pas causée par la misère, ni la nécessité ; mais par l'attrait des plaisirs, par le mouvement de la ville. Ceux qui vont à la ville voisine aiment mieux, disent-ils, « voir passer les gens que pousser l'herbe ». Les

(1) Theuriet, *Manuscrit du chanoine*.

(2) Levasseur, *La population française*, t. III, p. 310.

régions de culture industrielle paient largement leur tribut quand il arrive une série d'années calamiteuses. Les cultivateurs de ces régions sont alors réduites aux dernières extrémités et forcés d'abandonner un métier devenu ingrat.

Tous ces campagnards qui abandonnent le sol natal se dirigent de différents côtés suivant leurs goûts personnels, leur ambition, la profession qu'ils exercent, les besoins de main-d'œuvre qui se font sentir dans les villes et aussi l'attrait plus ou moins puissant qu'exercent ces dernières. A côté des régions qui se dépeuplent, d'autres voient prospérer continuellement leur population. Ainsi on immigre dans la région de Paris, dans celles de Reims, de Rouen et du Havre, de Lyon, de Bordeaux, de Marseille et dans presque toute la région méditerranéenne. L'industrie, le commerce, la culture de la vigne ont beaucoup accru la richesse de ces régions depuis 1866 et sollicité la population. Le recensement de 1906 met en relief l'augmentation de trente-deux départements. Parmi les plus favorisés se trouvent les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Nord, le Rhône, la Meurthe-et-Moselle, la Seine, la Seine-et-Oise. Ils sont industriels, très commerçants et possèdent de grands centres urbains. On reconnaît là l'influence des centres d'attraction. Le recensement de 1856 a mis particulièrement en lumière l'influence des grandes villes sur l'accroissement de la population des départements auxquels elles appartiennent. De 1851 à 1856, la Seine a gagné 305.354 habitants,

le Nord 54.068, le Rhône 51.246, les Bouches-du-Rhône 44.376, la Loire 32.672, la Gironde 26.370, la Loire-Inférieure 20.330. Ces fortes augmentations sont dues au développement de Paris, Lille, Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Bordeaux et Nantes. Les paysans sont attirés surtout par Paris, la grande ville par excellence, l'endroit rêvé pour acquérir rapidement la fortune ou pour trouver facilement un emploi dans les milliers de métiers et de professions qui s'offrent à tous les bras. Cette immense agglomération a une force d'attraction énorme. Beaucoup de jeunes gens croient ne pouvoir devenir des hommes accomplis qu'après un séjour dans la capitale. Combien d'employés de commerce veulent travailler quelques années à Paris pour se perfectionner avant de s'établir à leur propre compte ? Beaucoup de ceux qui sont venus à Paris y restent, retenus par la facilité des plaisirs et des distractions, par la liberté d'allures qu'ils ne trouvent pas à la campagne. C'est encore là qu'on vient achever ses études et chercher une carrière libérale. Les postulants aux divers emplois qu'offre la ville de Paris sont légion. Les autres grandes villes de France suivent l'exemple de la capitale. Plusieurs d'entre elles ont eu un accroissement gigantesque au XIX^e siècle. « Ce sont les grandes villes surtout, dit M. Convert, qui ont profité du mouvement continu de concentration de la population. Les populations de Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Toulouse, Saint-Etienne, Le Havre ont triplé ou quadruplé depuis 1821. Roubaix, qui a maintenant

plus de 100.000 habitants, n'était à la même époque qu'une petite ville de 9.000 habitants (1). »

Les grandes villes ne sont pas seules à profiter de l'exode rural ; leurs banlieues accaparent une bonne partie des émigrants. Autour de Paris s'est constitué un noyau de villes qui se sont agrandies avec une incroyable rapidité. Au dire de M. Legoyt, les accroissements de population les plus considérables portent principalement sur les banlieues des grandes villes. Cette observation s'applique surtout à Paris, Lyon, Le Havre et Lille, ainsi qu'aux ports de commerce et aux ports militaires. On remarque, en effet, autour des grandes villes, une ceinture de villes plus petites qui poussent avec une grande vitesse. Elles se peuplent des gens venus de la campagne qui ne tiennent pas à habiter la grande ville elle-même, bien qu'ils y exercent leur profession. Parfois, ils ont un petit jardin qu'ils cultivent eux-mêmes et qui leur rappelle leur ancien séjour. Autour des ports militaires se sont ainsi formées de petites villes, peuplées des ouvriers des arsenaux qui sont venus pour la plupart des cantons ruraux voisins.

Quand les paysans tiennent à ne pas s'éloigner beaucoup de leur pays natal, ils se contentent d'aller dans les grandes villes de leur département, le plus souvent au chef-lieu, ou dans les villes d'un département voisin. Ainsi s'explique la croissance de certaines villes dont

(1) Couvert, *L'industrie agricole*, p. 39.

l'augmentation dépasse la diminution du département tout entier. Non contentes d'aspirer la population des campagnes environnantes, elles prennent des unités aux départements voisins. L'émigration se fait aussi de département à département dans certaines régions ; les émigrants choisissent assez souvent dans ce cas les petites villes, les bourgades où ils trouvent à s'employer et même à s'établir comme petits artisans et petits commerçants. Parfois, ils peuplent la campagne d'un département voisin de leur lieu d'origine. « Dans la Charente, dit M. Jouzier, la population rurale, ruinée par le phylloxera s'est dirigée en masse vers les villes. Depuis vingt ans à peine, des familles de métayers venues de Vendée, l'ont remplacée... Cet exemple d'émigration définitive de la population agricole d'un département dans un autre à la campagne est assez rare (1). » Les habitants des Hautes et Basses-Alpes vont dans la Provence et dans les Alpes-Maritimes ; certains s'y fixent au lieu de retourner dans leur montagne. De même dans le sud du département de l'Aude, région accidentée et médiocrement riche, on émigre vers les pays bas de l'Aude et de l'Hérault. On a ici un exemple d'émigration dans le même département. C'est une émigration de commune rurale à commune rurale ; elle n'affecte pas la population rurale prise dans son ensemble. M. Baudrillart cite les arrondissements de Chinon, Loches et surtout de Tours, où l'on émigre beaucoup sur Tours et même Paris (2). Tous ceux qui

(1) Jouzier, *Economie rurale*, p. 16.

(2) Baudrillart, *Population agricole*, 2^e série, p. 120 et 144.

vont à Tours restent dans leur département. Les jeunes gens veulent devenir commis de magasin, les jeunes filles veulent être modistes, gantières, employées dans les « Grands Magasins » ; elles sont séduites par l'attrait d'un travail moins monotone et moins rebutant que celui de la servante de ferme.

« La diminution de la population dans les campagnes, dit M. Bourguin, ne porte pas sur tous ses éléments sans distinction... (1). » Certaines classes de ruraux sont plus particulièrement éprouvées par l'émigration suburbaine. Le mouvement est très faible dans certaines parties de la population rurale. Bien peu de petits rentiers, par exemple, songent à quitter le village où ils jouissent d'une large aisance, pour aller végéter dans la ville voisine. Ceux qui le font y sont obligés parce qu'un des membres de la famille ne peut s'accommoder de la vie champêtre. Quelques autres veulent procurer à leurs enfants une instruction supérieure sans avoir à se séparer d'eux. Les rares cultivateurs propriétaires aisés ou riches qui abandonnent leurs champs vont à la ville pour les mêmes raisons. Ils détruisent chez leurs enfants le goût de la vie rurale et leur inspirent le dédain de la campagne. Des personnes de la riche bourgeoisie abandonnent également la vie des champs, attirées par le mouvement, les réunions bruyantes, les spectacles et les autres agréments qu'elles recherchent dans les villes.

(1) Bourguin, *Les systèmes socialistes*, p. 218.

D'autres classes rurales émigrent en abondance, surtout la population agricole qui forme la plus grande part de la population des campagnes. « La baisse, dit M. Bourguin, est imputable exclusivement à la population agricole proprement dite, à celle qui vit de l'agriculture. Dans la population agricole elle-même, cette diminution affecte moins les travailleurs que les membres de la famille agricole qui ne se livrent pas aux travaux des champs ; et parmi les travailleurs, elle n'atteint que les salariés (1). » Les transformations de la vie économique des champs sont la cause, suivant les uns, le résultat, selon les autres, de cet exode des agriculteurs. D'après les enquêtes agricoles de 1862, 1882 et 1892, il y a dans la population agricole active une diminution progressive et régulière qui amène sa réduction de 6.913.000 personnes à 6.663.000. En 1892, M. D. Zolla écrivait : « La population agricole a diminué en France depuis 20 ou 30 ans. Cette diminution absolue est accompagnée d'une diminution relative, c'est-à-dire que le rapport de la population agricole à la population totale s'abaisse continuellement (2). » La statistique du ministère de l'agriculture nous apprend que de 1882 à 1892, il y a une diminution de 3,62 0/0 sur le nombre des travailleurs agricoles. Les agriculteurs abandonnent leur métier surtout pour le commerce et l'industrie. De 1851 à 1856, la population agricole est tombée de 21.992.874 individus à 19.064.071 ; pendant que la popu-

(1) *Ibid.*

(2) D. Zolla, *La crise agricole*, p. 167.

lation vouée au commerce et à l'industrie passait de 9.283.895 à 12.202.391. Le commerce attire principalement les bras perdus par l'agriculture. Sur 10.000 habitants, on comptait, en 1861, 5.316 agriculteurs et 392 commerçants ; en 1891, il y a 4.733 agriculteurs et 1.076 commerçants. Les professions libérales exercent aussi un grand attrait sur les jeunes gens de la campagne.

La population agricole se compose de chefs d'exploitation, propriétaires fermiers et métayers ; d'employés de diverses sortes, journaliers, domestiques, filles de ferme et d'intermédiaires, les régisseurs. Ces différentes classes ne contribuent pas toutes à l'émigration intérieure avec la même intensité. La classe des propriétaires est peu atteinte par l'exode rural. Le paysan propriétaire est habitué à son chez soi ; il le préfère aux riches demeures des villes parce qu'il y commande en maître. Il est fixé au sol par le lien de la propriété, le plus puissant de tous ; un petit propriétaire préfère vivre maigrement sur son lopin de terre que de l'abandonner. A la ville, la supériorité des autres lui déplaît. Il se croit l'inférieur des citadins. Aux champs il est le maître, il est « un gros bonnet » dans sa commune, gagne des prix dans les concours et obtient le Mérite agricole. Ces satisfactions lui font facilement oublier les attractions des cités.

Les fermiers et métayers émigrent peu. Ils sont retenus à la terre par la propriété ou semi-propriété du bétail, des instruments aratoires, qui forment parfois un capital

assez considérable. Le métayer aurait tout à perdre en quittant la métairie où il gouverne des troupeaux et cultive une terre sans avoir engagé lui-même des capitaux. A la ville, il serait réduit à l'emploi de ses deux bras avec les risques du chômage. Le fermier, de son côté, ne pourrait abandonner la culture du sol sans subir de grosses pertes dans la réalisation de ses instruments, de ses bestiaux et de ses récoltes. Serait-il assuré de trouver à la ville un bon emploi de son capital et de son activité ? Il abandonnerait le certain pour l'incertain. Cependant, M. Méline pense que les petits propriétaires et les fermiers émigrent assez fréquemment parce que « la terre ne nourrit plus son homme ; la vie est moins lucrative que celle de l'ouvrier d'usine » (1).

La classe émigrante est surtout celle des salariés agricoles. Le nombre des propriétaires cultivant exclusivement leurs biens, s'est accru de 338.123 individus de 1862 à 1882 ; celui des fermiers et métayers a fléchi : ces derniers ont arrondi leur patrimoine, ont acquis suffisamment de biens pour tirer toute leur subsistance de « leur terre ». L'accroissement du nombre des propriétaires est dû en partie à l'accession dans cette classe de fermiers et métayers qui ont amélioré leur situation. La diminution de la population agricole tient surtout à l'émigration des ouvriers. « C'est surtout sur le prolétariat rural, dit M. Jaurès, que porte la diminution. Il est

(1) Méline, *Le retour à la terre*, p. 100.

clair que ce sont surtout les non-possédants, les journaliers, les fils de mélayers qui sont entraînés vers la ville (1). »

Les journaliers qui ont un petit avoir abandonnent le travail de la terre pour exercer en ville un petit commerce qui leur permet de vivre aussi aisément avec moins de mal. D'autres se laissent tenter par l'appât du gain ; le chiffre élevé des salaires dans les villes, leur donne l'espoir d'une situation moins précaire que celle qu'ils possèdent dans leur village. Mais beaucoup de journaliers, pères de famille, jouissent d'une modeste aisance. Leur femme exerce la profession de couturière, blanchisseuse, femme de journée. Ils n'ont d'autre ambition que de faire des économies pour s'assurer le bien-être sur leurs vieux jours. Ils deviennent propriétaires, s'ils ne le sont déjà, et sont retenus à la campagne par leur « petit coin de terre ».

Les autres ouvriers agricoles, domestiques de ferme, valets, servantes fournissent le gros contingent de l'exode des agriculteurs. Ils croient n'avoir aucun intérêt à rester à la campagne. Le manque d'un lopin de terre lui appartenant en propre, sur lequel il puisse prendre racine, pousse l'ouvrier agricole à émigrer vers la ville. En comparant ses rudes travaux, son salaire minime, son habillement grossier à la vie de l'ouvrier de la ville habillé en monsieur, parlant haut et vantant sa situation, il se sent

(1) Jaurès, *Etudes socialistes*, p. 3.

pris du désir de tenter la fortune dans ces villes où l'on gagne tant et où l'on ressemble aux bourgeois. De 1862 à 1882, le nombre des domestiques a perdu 35.423 unités. Quels liens peuvent retenir le domestique de ferme au village? Il devra toujours vivre chez les autres sans espoir de pouvoir jamais commander à son tour. Il ne peut rien espérer; à la ville, il pourra essayer de conquérir son indépendance et trouver à sa portée les plaisirs et les distractions qu'il a goûtés dans la vie de garnison. « Dans la Haute-Savoie, dit M. Theuriet (1), les garçons ne se soucient plus, en quittant le service militaire, de porter la bennette dans les vignes ou de pousser des traîneaux dans les couloires. » Pour M. Méline, l'ouvrier agricole abandonne la campagne parce qu'elle lui impose trop de travail et de privations. Il préfère l'existence plus régulière et les gros salaires de l'usine. Cette apparente supériorité du genre de vie qu'offre la ville tente plus facilement les ouvriers les plus habiles et les plus intelligents, en général les plus avides d'indépendance. Edmond About pousse les salariés agricoles à émigrer. « On a vu, dit-il, plus d'un pauvre paysan faire fortune à la ville, on n'a jamais conté qu'un pauvre citadin se fût enrichi au village. C'est pourquoi fais ton paquet (2)! »

L'exode des domestiques est considérable. Il est à la fois une conséquence du développement de la petite propriété et un résultat des efforts accomplis pour rempla-

(1) Theuriet, *Manuscrit du chanoine*.

(2) Edmond About, *Le Progrès*, p. 156.

cer une main-d'œuvre coûteuse par un outillage perfectionné (1). Les servantes de ferme émigrent également en grand nombre. Elles se rebutent de leur métier. Les travaux qu'elles peuvent trouver à la ville leur semblent d'une condition plus relevée, et les emplois de femme de chambre, cuisinière, blanchisseuse, demoiselle de magasin leur paraissent beaucoup plus doux. Le personnel féminin s'est réduit dans l'agriculture. L'emploi des machines agricoles a restreint le nombre des journalières, le soin de conduire ces machines est presque toujours confié aux hommes. D'autre part, l'attraction des villes est surtout puissante sur l'esprit des femmes. « Les filles sont attirées vers Paris comme les alouettes au scintillement d'un miroir (2). » De 1862 à 1882, le nombre des ouvrières agricoles a diminué de 106.103 (3), soit 16,62 0/0 et depuis 1895, le mouvement de diminution de la population ouvrière s'est encore accentué en agriculture. Les célibataires surtout émigrent ; personne ne les retient. La population rurale non-agricole fournit aussi son contingent à l'émigration suburbaine. Les artisans de village, à qui la dépopulation enlève la plus grande partie de leur clientèle, suivent le mouvement. Les charrons, les maréchaux, les serruriers voyant sans cesse leurs clients diminuer, quittent leurs humbles boutiques pour aller s'embaucher à la ville. M. Dufaure a

(1) Jouzier, *Economie rurale*, p. 14 et s.

(2) Theuriot, *op. cit.*

(3) Guéry, *op. cit.*, p. 159.

signalé les difficultés qu'on éprouve dans les campagnes à trouver sur place des ouvriers de métier, charrons, mécaniciens, chaudronniers. M. Emile Chevalier (1) tient que le fait est général en France ; ce manque d'ouvriers est dû à la diminution de la population rurale. Les autres catégories de la population rurale souffrent également de l'exode rural. « Beaucoup d'instituteurs, dit l'abbéournissoux, demandent des emplois à Paris ou dans les grandes villes pour réaliser fortune dans le commerce ou l'industrie ou pour entrer dans les administrations. Cela s'applique aussi aux villageois des conditions les plus inférieures (2). » Assez souvent, les fils des familles riches ou aisées désertent la campagne à la fin de leurs études pour prendre un emploi à la ville. Ils prennent part en grand nombre aux concours des grandes administrations, pour obtenir une place qui conviendrait bien à leur goût pour la vie facile et les plaisirs. D'autres embrassent les carrières libérales, mais ne veulent pas exercer à la campagne où l'on gagne peu et l'on s'ennuie beaucoup. Heureux encore, quand leur famille ne les suit pas à la ville pour vivre avec eux ! Les jeunes filles abandonnent également avec plaisir le séjour des champs ; elles ne veulent pas prendre le métier pénible de la culture, fatigant et peu agréable. Elles préfèrent se marier avec des jeunes gens habitant la ville et « faire la dame » que de rester à la campagne comme riches fermières ou propriétaires et

(1) *Economiste français*, juin 1901.

(2) *Journal de la Société de statistique de Paris*, mai 1884, p. 193.

porter comme leur mère, le traditionnel bonnet et les vêtements simples du village. Elles veulent se fixer à la ville et ne reviennent au pays natal que pour montrer leurs toilettes élégantes et le luxe dont elles se parent. Elles quittent la campagne pour toujours.

Tous les paysans qui vont se créer une nouvelle existence à la ville n'abandonnent pas ainsi la campagne sans esprit de retour ; un certain nombre d'entre eux veulent revenir au village écouler paisiblement leurs vieux jours. Aussi distingue-t-on l'émigration temporaire de l'émigration définitive, quant à la durée du temps. M. Vandervelde compte une troisième sorte d'émigration, l'émigration quotidienne, celle des ouvriers habitant la campagne, qui vont travailler à la ville et rentrent chez eux le soir ou bien une ou plusieurs fois par semaine. Ce n'est pas à proprement parler de l'abandon des campagnes ; ces ouvriers ne cessent pas d'avoir leurs attaches au village et leurs familles ne cessent pas d'y habiter.

L'émigration temporaire, au contraire, fait rompre assez souvent tout lien entre l'émigrant et son pays au moins pendant un certain temps, surtout quand il emmène sa famille avec lui. Elle existe beaucoup en France. Elle comprend l'émigration saisonnière de certains ouvriers qui vont travailler plusieurs mois de l'année dans d'autres régions, et l'émigration de ceux qui vont faire fortune à la ville pour revenir à la campagne, jouir de leurs revenus.

Chaque année, dans la plupart des départements du

Nord de la France, et surtout dans les Ardennes, les marchands de bois et les propriétaires de forêts sont obligés de faire venir des bûcherons pour suppléer au déficit de la main-d'œuvre, l'industrie ayant accaparé les ouvriers de cette région. Les bûcherons émigrent facilement ; ils ont l'habitude d'aller travailler dans des forêts éloignées de leur pays. Certaines communes sont dépeuplées une grande partie de l'année, les bûcherons sont dans les forêts de Compiègne, de Saint-Germain, de Bondy, de Fontainebleau. Ils partent dans la première quinzaine de novembre et rentrent à la fin du mois d'août. Aujourd'hui, cette émigration familiale se restreint ; dans beaucoup de familles le père part seul, laissant les siens à la maison.

A l'époque de la moisson et à celle des vendanges, l'émigration saisonnière est active, surtout chez les Bretons, qui vont vers le centre de la France, et les paysans du sud de l'Aude qui vont faire la vendange dans le nord de leur département et dans l'Hérault. Pendant le printemps et l'été, les Savoyards parcourent la France avec leurs outils de ramoneurs et reviennent passer l'hiver dans leur montagne avec les gains faits pendant la belle saison. Aux environs de Limoges les paysans vont travailler en hiver dans les usines de la ville ; l'été ils restent aux champs.

D'autres habitants des campagnes émigrent pour un temps plus long. Ils viennent à la ville dans l'espoir d'y faire fortune pour se retirer ensuite dans leur village ;

d'autres encore entrent dans les administrations publiques avec l'intention de jouir de leur pension de retraite au pays natal. C'est le cas des Auvergnats, des Savoyards et de beaucoup d'autres provinciaux qui ont exercé un petit commerce ou rempli une modeste fonction qui leur a permis d'acquérir une petite fortune. Ils partent dans leur jeunesse, pour longtemps, mais avec esprit de retour. Leur émigration devient définitive quand ils meurent prématurément ou quand, n'ayant pas réussi, ils préfèrent rester à la ville et vivre misérablement plutôt que s'avouer vaincus aux yeux de leurs compatriotes en retournant au village.

Enfin certains villageois vont à la ville et s'y fixent définitivement, avec l'intention bien arrêtée de ne pas retourner habiter la campagne. Cette émigration définitive est celle des ouvriers agricoles qui ont quitté la culture pour l'industrie ou le commerce, restent attachés à leur boutique ou leur atelier et n'ont pas la chance d'acquérir un capital qui leur permettra d'aller se reposer à la campagne. C'est encore le cas de tous ceux qui ont déserté la campagne, poussés par la nécessité, et de ceux qui ont voulu échapper à la monotonie de la vie rurale. Tous ne réussissent pas à se créer la situation qu'ils avaient rêvée, mais presque tous sont satisfaits d'habiter la ville avec son luxe et son confort qu'ils ne sauraient retrouver dans les habitations paysannes.

CHAPITRE II

CAUSES DE L'ABANDON DES CAMPAGNES.

Les avis des auteurs sont partagés sur la question des causes de l'abandon des campagnes. Les uns, comme MM. Guéry et Darbot, ne voient qu'une seule cause, d'autres en trouvent d'innombrables. Certains ont donné des divisions en deux catégories : causes subjectives et psychologiques, causes expulsives et attractives, causes matérielles et causes morales. D'autres donnent les causes dominantes ; M. Choisy en trouve quatre. Pour M. Desghilage, il y a huit causes, et pour l'abbé Tennissoux, sept seulement. Quelques auteurs disent que la vie rurale est abandonnée à cause de sa monotonie, à cause du labeur trop pénible des paysans et de l'intermittence des occupations agricoles. M. Georges Michel attribue la responsabilité de l'exode rural aux classes supérieures de la société. « Du moment, dit-il, que les familles qui font travailler désertent la campagne pour la ville, n'est-il pas naturel que les personnes qui cherchent du travail les suivent (1) ? »

Certes, si l'abandon des campagnes est devenu un courant si vif, c'est qu'il est l'objet d'une vive impulsion.

(1) *Economiste français*, 9 septembre 1893.

Les paysans sont poussés vers les villes par un fait économique qui exerce sur eux une grande influence ; par la nécessité. L'exode rural est en effet plus ou moins une nécessité. Pour beaucoup, la vie n'est plus possible dans les villages ; ils y manquent de travail et de ressources et n'y trouvent que des secours insuffisants en cas de vieillesse ou de misère. Ils vont dans les villes où les emplois plus variés leur offrent plus d'occasions de s'embaucher et où l'assistance mieux organisée leur vient en aide avec plus d'efficacité. La vie des villes est, ou au moins leur semble plus avantageuse avec ses salaires qui paraissent fabuleux, ses institutions d'assistance et de prévoyance et ses mille occasions de gagner sa subsistance qui ne se présentent pas dans les villages. Cependant, il faut faire la part de réalité et la part d'illusion dans l'idée que se font les campagnards de la supériorité de la vie urbaine sur celle des champs. Les émigrants ne pensent pas rencontrer de difficultés pour réussir à la ville, ils se figurent presque n'avoir qu'à se présenter pour trouver une bonne place, gagner beaucoup et ramasser quelque capital. Ils se font illusion, la lutte pour la vie est plus âpre à la ville qu'à la campagne, et la misère des malheureux y est plus noire que dans les villages.

Si la ville offre beaucoup d'emplois, en revanche il y a une grande concurrence dans la demande de travail. Outre les habitants de la ville, les paysans qui ont émigré et les étrangers qui ont été attirés par le bien-être de

premier puisse faire des économies, tandis que le second réussit parfois à mettre de côté une partie de son maigre salaire.

Beaucoup d'émigrants sont loin d'avoir réussi à la ville et sont tombés dans la détresse. Le paysan, avant de quitter le village, ne fait pas assez attention à l'exemple de tous ceux qui ont échoué. Il porte les yeux sur les rares qui ont eu la chance de prospérer. Il se fait un mirage des facilités que l'on a de faire fortune à la ville. Il désire gagner rapidement un gros capital et faire une prompte ascension dans l'échelle sociale. C'est parce que la vie rurale ne lui en offre pas les moyens qu'il gagne la ville pour donner carrière à son ambition et tenter la fortune. M. A. Dumont appelle ce genre d'attraction de la ville du nom de « capillarité sociale » (1).

Le campagnard se fait encore illusion quand il émigre pour goûter le luxe et le bien-être des villes. Il les verra de plus près quand il coudoiera les bourgeois dans les rues, quand il ira travailler dans de riches maisons, mais il n'en profitera nullement. S'il pouvait voir les logements de ceux qui sont allés habiter en ville avant lui, la nourriture qu'ils absorbent, les plaisirs qu'il leur est donné de s'offrir, il serait vite désenchanté de cette vie urbaine qu'il entrevoit brillante et qui est en réalité pénible, triste et fatigante. Ce ne sont pas le luxe et le bien-être qui l'attendent, mais la gêne et peut-être la misère, la désillusion

(1) A. Dumont, *Dépopulation et civilisation*, p. 106.

des promesses enchanteresses de la vie urbaine. Quant aux plaisirs qui ont tant d'attrait sur sa jeune imagination, ils sont un superflu qui coûte cher pour la bourse d'un ouvrier. Il serait obligé de se priver du nécessaire pour se les offrir. Souvent, les plaisirs faciles qu'on trouve à la ville sont décevants, ne durent qu'un instant et ne laissent aucun souvenir durable, aucune sensation de bien-être. Il se trompe quand il se laisse attirer à la ville par les plaisirs nombreux qu'il croit y trouver. Les habitants des campagnes sont dans l'erreur quand ils croient avoir tout à gagner en allant y habiter. Il leur arrive souvent d'y trouver une condition plus dure et plus misérable que celle qu'ils ont abandonnée. « La facilité plus grande pour les paysans, dit M. Blanqui, de l'apprentissage industriel, le mirage décevant du salaire élevé des villes avec leurs séductions grossières et tout le cortège d'espérance qui les suit..., l'extrême facilité des communications y attire une foule d'ouvriers qui n'y trouvent pas la fortune et qui ne veulent plus retourner aux champs, comme s'il s'agissait pour eux de déroger ou de descendre (1). »

Les fêtes rustiques qui sont encore nombreuses à la campagne sont des distractions peu coûteuses, elles rompent la monotonie de la vie champêtre, et l'ouvrier agricole peut toujours y prendre part. C'est encore un avantage qu'il possède sur les ouvriers de la ville qui ne

(1) *Journal des économistes*, 1851, 4^e tr., p. 43.

prennent souvent que des plaisirs malsains. Cependant, les paysans se laissent prendre aux apparences trompeuses de la vie des villes. La ville exerce une irrésistible fascination sur l'esprit des paysans. Tout ce qu'ils y voient leur semble beau. Ils lâchent le certain pour l'incertain. Ils voient le plaisir facile, l'argent facilement gagné. Ils ne voient pas le travail morbide de l'ouvrier, la besogne anémiante de l'employé. L'argent est plus facile à gagner à la ville, mais il s'y dépense plus rapidement. Le nombre des malheureux et des pauvres est relativement beaucoup plus considérable que dans la campagne. Les salaires, en apparence plus élevés, ne sont que la représentation de dépenses plus considérables pour l'entretien de la vie.

Mais, si le paysan n'y rencontre pas tous les avantages sur lesquels il comptait, il en trouve d'assez nombreux et assez considérables, puisque le mouvement d'exode rural, loin de s'arrêter ne fait que s'accroître. En réalité il lui est plutôt possible d'acquérir une situation prospère et indépendante en travaillant en ville qu'en restant dans une ferme à soigner des bestiaux. Les emplois sont nombreux à la ville qui ne nécessitent pas un apprentissage long et minutieux et sont à la portée du premier arrivant. Il espère toujours en obtenir un et part avec confiance; la multiplicité des professions dans les grands centres lui donne bon espoir de trouver facilement quelque métier qui convienne à ses aptitudes et à son activité. Dans les nouvelles industries, il pense apprendre le mé-

tier aussi vite et aussi bien que l'ouvrier de la ville. Etant moins exigeant, ayant une aptitude aussi grande et une santé plus robuste que le citadin, il espère avoir la préférence des industriels et des commerçants. « Les villes, dit M. Vandervelde, exercent une attraction sur les paysans parce que les fonctions à remplir, les professions et les industries à exercer sont plus nombreuses et plus lucratives. Le progrès des moyens de communication et de transport supprime ou atténue les obstacles résultant des distances ou de l'ignorance des occasions offertes (1). »

Le salaire est plus élevé à la ville qu'à la campagne en ce sens que l'ouvrier touche une somme plus forte. C'est à considérer pour le campagnard qui n'est pas habitué à posséder beaucoup de numéraire. Il dépensera son salaire à sa convenance et jouira d'une liberté plus grande, au lieu d'être nourri et logé par son patron comme au village. De plus, la hausse des salaires a été plus rapide dans les villes qu'à la campagne au xix^e siècle. Cette ascension a causé le départ de l'ouvrier agricole vers les cités, tandis que les chefs d'exploitation agricole cherchaient à diminuer de leur côté une main-d'œuvre onéreuse. Les bénéfices qu'on peut faire à la campagne sont faibles en comparaison du mal que donne la culture. La vie est dure dans les champs, et la campagne est abandonnée par les ouvriers, parce que leur métier leur im-

(1) Vandervelde, *op. cit.*

pose trop de travaux pénibles, de privations et de fatigues. Ils préfèrent l'usine qui donne de plus gros salaires et un travail moins fatigant.

Pour la plupart des auteurs, le service militaire est une des causes qui retiennent le paysan à la ville. A sa sortie du régiment, celui-ci cherche un emploi en ville. « Il lui semble, dit Jules Simon, qu'il descend plusieurs crans de l'échelle sociale en redevenant paysan. » Il est habitué aux sensations de la vie urbaine, il veut jouir encore de la ville plutôt que de reprendre un labeur pénible et monotone. Les lois sur le recrutement de 1889 et 1905, en accordant aux rengagés de grands avantages et de nombreux emplois dans les administrations publiques ont contribué à retenir les paysans dans les villes, dans l'intérêt supérieur de la défense nationale. Au surplus, la vie est devenue dure à la campagne depuis que la crise agricole a changé la situation des paysans. La concurrence étrangère a déprécié nos produits agricoles. Les pays neufs font la culture sans engrais sur de vastes terrains ; ils produisent à bon marché ; leur coût de production est minime. La rapidité des moyens de transport et la réduction de leurs tarifs ont permis à ces pays d'entrer en concurrence avec nos producteurs. Il en est résulté une baisse du prix des produits et une diminution des recettes du cultivateur qui ont amoindri la valeur de la propriété foncière et fait descendre le taux des fermages. La statistique agricole de 1892 a constaté que la propriété immobilière a baissé de ce fait en Fran-

ce, de 40 à 50 0/0. Les paysans ne veulent plus continuer un métier qui leur demande tant de travail et leur crée tant de soucis et ne leur donne plus de bénéfices suffisamment rémunérateurs. Pour lutter contre la concurrence, les chefs d'exploitation cherchent à diminuer leurs frais généraux. Ils veulent réduire le coût de la main-d'œuvre. En même temps les salariés réclament une augmentation du prix de leur travail. Ils sont devenus exigeants depuis la hausse des salaires de l'industrie et la rareté de la main-d'œuvre agricole. Les petits propriétaires et fermiers se sont vus mettre dans une situation fâcheuse qui les a poussés à désertier l'agriculture. Les risques professionnels de la culture sont nombreux, ils diminuent encore les profits des chefs d'exploitation et sont pour eux une cause de soucis nombreux. Les récoltes sont à la merci des saisons, des fléaux naturels. Elles peuvent être compromises par de brusques variations de température, réduites par la gelée ou la sécheresse et ravagées par la grêle. Le phylloxera a détruit les vignobles, fait perdre les neuf dixièmes de sa valeur à la propriété foncière dans certaines régions et détourné de la culture un grand nombre de viticulteurs. Les épizooties déciment parfois le bétail qui, pour beaucoup d'agriculteurs, représente un capital important. La crainte de tous ces malheurs est un véritable cauchemar pour le paysan. Il lui manque la tranquillité, la sécurité du lendemain. Ses bénéfices sont aléatoires; la vente de ses produits se fait dans de mauvaises conditions. Il se trouve souvent

obligé de vendre à de mauvaises époques pour se procurer les sommes nécessaires à l'achat des engrais et au paiement de ses fermages. Il ne réalise que de très légers bénéfices, et quand l'année a été mauvaise, il rentre juste dans ses frais. Encore s'estime-t-il heureux quand il réussit à écouler ses produits au lieu d'être obligé de les céder à n'importe quel prix, ou quand ils ne lui restent pas pour compte, comme cela arrive à bon nombre de viticulteurs du midi ! Les progrès de la science ont fait disparaître certaines productions rémunératrices. La chimie industrielle, par la découverte de certains produits chimiques qui ont concurrencé des cultures florissantes comme celle de la garance, a ruiné des régions et causé l'émigration de ceux qui vivaient de ces cultures. Les progrès de la navigation à vapeur ont réduit la culture du chanvre et du lin, et les nouveaux modes d'éclairage ont fait disparaître celle du colza. L'intermittence des occupations agricoles est néfaste pour les ouvriers. L'élévation des salaires pendant la bonne saison ne suffit pas à compenser l'insuffisance des ressources pendant l'hiver. Pour échapper à cette situation qui lui donne peu d'espoir de prospérer, le paysan recherche les professions tranquilles, les fonctions publiques où il trouve la sécurité, l'avancement et la retraite. La population des campagnes est conservatrice, elle ne suit pas le progrès. Elle ne se tient pas au courant des inventions qui sont heureuses pour elle, ne se préoccupe pas des usages commerciaux et des profits qu'elle pourrait en retirer.

C'est à peine si elle se sert des procédés de vente qui seraient pour elle une source de nouveaux bénéfices. « En France, dit M. Souchon, on marche avec lenteur dans le monde de l'agriculture, dans l'organisation de la vente par coopération (1). » Les syndicats et les coopératives vendent déjà, mais des produits spéciaux: capres, oignons, huile d'olives, fruits, fleurs. Pour les grands produits, les céréales, les laiteries, le bétail, il n'y a presque rien.

C'est une opinion fort répandue que le paysan est écrasé par le poids des impôts, que la terre est taxée d'une façon excessive et que les charges fiscales ne laissent aucun bénéfice au producteur. Certains auteurs prétendent que les impôts enlèvent 40 0/0 de ses bénéfices à l'agriculture. Les physiocrates énuméraient parmi les causes de l'exode rural, les abus de la fiscalité et les impositions arbitraires. L'influence que leurs idées économiques ont exercée sur le système fiscal n'a pas contribué à dégrever la propriété foncière. Ils prétendaient que tout produit vient de la terre. Ils ont fait croire que la terre était la source de gros revenus et ont donné l'idée de taxer fortement la propriété foncière. Mais on exagère en disant que l'injustice fiscale est aussi grande au détriment de l'agriculture. La propriété, dit-on, paie 25 0/0 de ses revenus, le commerce et l'industrie 13 0/0, les salaires 7 0/0 et les valeurs mobilières 4,7 0/0.

(1) Souchon, *Les cartells de l'agriculture en Allemagne*, p. 5.

M. Daniel Zolla combat cette opinion. « Le nombre des propriétaires cultivateurs est devenu plus important, dit-il. Les travailleurs ruraux ne recherchent pas la situation de propriétaires dans le but de s'imposer un sacrifice (1). » Il ajoute que les charges fiscales de la propriété rurale sont de 10,6 0/0 et que les populations rurales ne sont pas plus écrasées sous le poids des impôts que les populations urbaines.

Une cause secondaire de l'émigration suburbaine est le défaut des institutions d'assistance. Elles sont loin d'être développées à la campagne comme dans les villes, et le paysan ne peut guère compter sur elles quand la maladie ou la vieillesse l'auront mis hors d'état de subvenir à ses besoins. L'organisation urbaine des institutions d'assistance, de secours mutuels, de retraites est incomparablement supérieure ; l'ouvrier des villes peut compter sur elles. La plupart des communes rurales manquent d'hôpital et les secours qu'elles accordent aux indigents sont minimes. Malgré les lois de 1893, 1904 et 1905 sur l'assistance obligatoire, les secours publics ne peuvent être d'une grande utilité pour les paysans qui se voient forcés de les réclamer. Aussi voit-on dans les grandes villes, et surtout à Paris, bon nombre de vieillards et d'infirmes venir habiter pour pouvoir profiter des secours qu'on y distribue.

On considère comme une cause de l'exode rural, la

(1) D. Zolla, *Questions agricoles*, t. II, p. 141.

monotonie de la campagne et le manque de variété dans ses plaisirs. « Bien des personnes, dit M. Deghilage, regardent la campagne comme le symbole de la monotonie et de l'ennui (1). » L'attrait des villes, leur luxe et leurs plaisirs font contraste avec cette monotonie que craignent beaucoup de jeunes paysans, surtout les jeunes filles. Ils ont vu la ville les jours de fête, au milieu de la foule, avec des décors, et se sont amusés de ses réjouissances. Ils n'ont pas remarqué l'insalubrité des quartiers où ils viendront fatalement habiter s'ils quittent le village. Ils ont parcouru les rues pavées, les places, les promenades publiques. Ils ont admiré les splendides magasins, les musées, les théâtres, les concerts, les cafés où l'ouvrier, habillé comme un bourgeois, péroré. Le campagnard pense aux chemins boueux du village, à ses vêtements de drap grossier. A la comparaison, le sort du citadin lui paraît préférable ; quand il le voit le dimanche, en toilette, il lui semble très heureux. Le luxe l'attire, il attire surtout les femmes et les jeunes filles dont le plus grand désir est de s'habiller en dames et en demoiselles. Aussi les jeunes filles de la campagne préfèrent-elles se marier avec de petits fonctionnaires, avec des employés, qu'épouser les garçons du village qui restent à leurs champs. On se plaint presque autant aujourd'hui de la maladie du fonctionnarisme que de l'abandon des campagnes. Beaucoup prétendent que la

(1) Deghilage, *Dépopulation des campagnes*, p. 48.

bureaucratie est l'une des principales causes de l'exode rural. La centralisation a causé un grand développement du fonctionnarisme. Les paysans sont avides des emplois publics qui leur permettront d'aller vivre à la ville. Ils veulent entrer dans les grandes administrations à cause de la douceur de la vie de bureau. Un auteur résume en quelques mots les fonctions du bureaucrate : « Se chauffer les pieds au service de l'Etat, lire son journal et toucher ses appointements à la fin du mois. » Des propriétaires, des fermiers, des métayers dirigent leurs enfants vers les carrières libérales, la bureaucratie ou le commerce ; ils pensent que leurs fils ont réalisé un progrès, gravi un degré de l'échelle sociale quand ils ont réussi dans un autre métier que la culture du sol. Le développement de l'instruction contribue à pousser les campagnards vers les fonctions publiques. L'enfant du village se croit un savant et pense avoir acquis une condition supérieure quand il a obtenu son certificat d'études. Il dédaigne les travaux grossiers de la culture et veut continuer ses études ou entrer dans un bureau. C'est le cas de beaucoup de jeunes gens de la campagne qui se croient fondés à mépriser la culture parce qu'ils ont quelque instruction. Aussi certaines personnes sont-elles d'avis qu'il faudrait refuser l'instruction à bon nombre d'enfants.

D'autres quittent la campagne pour une cause toute spéciale, ils veulent échapper à l'opinion du village ou à la justice. La plupart des filles-mères qui accouchent

dans les hôpitaux de Paris sont venues de la campagne ; c'est pour cette raison que le nombre des enfants-assistés du département de la Seine est si élevé. De même, la plupart des criminels jugés à Paris sont nés en province, dans un village. Les premières viennent à la ville pour se soustraire aux conséquences de leur faute et conserver intacte leur réputation. Les seconds viennent se perdre au milieu de la foule des villes pour s'éloigner du théâtre de leurs premiers exploits et aussi pour avoir un champ d'action plus vaste et plus propice pour exercer leurs talents particuliers, avoir plus d'occasions de commettre leurs méfaits, échapper à l'action de la justice.

Assez souvent dans la campagne, les riches propriétaires se contentent de venir passer les mois de la belle saison dans leurs propriétés. Parfois ils se contentent de surveiller leurs récoltes et de percevoir leurs fermages. Ils dépensent dans la ville les revenus de la terre, sans profit pour le village d'où ils les tirent. Ils appauvrissent le pays et ses habitants en prélevant chaque année de nouvelles ressources sous forme de fermages sans rien leur restituer en retour. Avec eux, la circulation des richesses ne se fait pas de façon que ce qui vient de la terre retourne à la terre. Souvent ils emmènent à la ville des jeunes gens et des jeunes filles de la campagne dont ils ont besoin pour leur service (1). Ils entraînent

(1) Dans *L'émigration bretonne*, p. 47, l'abbé Cadic écrit : « C'est une mode de voyager en Bretagne et d'en revenir avec une domestique bretonne. »

ainsi les timides, ceux que la crainte de l'inconnu et de l'incertain retenaient encore au village. En outre, au lieu de dépenser leur superflu à la campagne et d'y faire exécuter des travaux dont profiteraient les ouvriers et les petits artisans, ils achètent des valeurs mobilières. Des ruraux aisés et riches les imitent au lieu d'employer leurs capitaux disponibles à l'amélioration du sol. L'argent se fait rare à la campagne, les ouvriers agricoles partent pour les villes où le numéraire circule en plus grande quantité. Ils viennent demander leurs moyens d'existence à l'industrie, au commerce, à la domesticité et à d'innombrables petits métiers qui peuvent s'exercer d'une façon lucrative dans les grandes villes. Les travaux publics les attirent considérablement ; les chemins de fer et les travaux de Paris sous le second Empire ont appelé une foule de paysans. Le développement des chemins de fer, moyens de locomotion économiques et rapides a facilité le recrutement de la main-d'œuvre industrielle aux dépens du travail agricole et porté un coup fatal aux petites industries paysannes. Le petit commerce et les petites industries n'ont pu résister à la concurrence des villes dont les commerçants parcourent la campagne. Les ouvriers de la ville se déplacent facilement pour aller exécuter sur place des travaux de toute nature. Les petits détaillants et les artisans n'ont pas trouvé grâce devant ce débordement. Le machinisme a détruit les industries locales comme le tissage à la main qui disparaît complètement. L'usine du Creusot et les machines à battre dans

la Saône-et-Loire, les fabriques de chaussures et de machines agricoles dans l'Oise ont causé la disparition du tissage à la main qui a cessé d'exister également dans la Manche. L'industrie de la dentelle à domicile s'est éteinte dans le Calvados. En revanche, M. Paul Meuriet cite le département de la Somme où les petites industries locales sont restées et dont la population n'émigre pas (1) : Ces métiers, ces petits commerces nourrissaient les ouvriers agricoles pendant la morte saison, faisaient vivre de nombreuses familles, et rendaient la situation au village très endurable. Leur disparition rend l'existence difficile à la population des villages. Ce phénomène s'ajoutant aux progrès du machinisme agricole qui a diminué la main-d'œuvre, les ouvriers des villages ont vu tarir leurs sources de gains tandis que la prospérité des villes les attirait. Dans certaines régions, la disparition des communaux a causé l'abandon des campagnes. L'abolition du droit de parcours et de vaine pâture et la suppression des communaux ont été fatales aux tout petits propriétaires et aux journaliers qui vivaient grâce à ces droits. La disparition de ces ressources leur a rendu impossible le séjour de la campagne tant leurs moyens d'existence se sont trouvés réduits.

Enfin, le déboisement des montagnes a causé l'émigration suburbaine dans certaines régions de la France. Dans les Alpes, une des grandes causes de la décadence

(1) *Journal de la Société de statistique de Paris*, août 1900.

de la population est « le déboisement des pentes abruptes et le dégazonnement des montagnes pastorales ». Des torrents se sont formés qui envahissent les terres laboureables de la plaine et privent l'alpin de son instrument de travail. Faute de pouvoir se nourrir pendant les longs hivers, une partie de la population émigre en octobre pour demander à la Provence et au comtat Venaissin une occupation fructueuse et regagne la montagne au mois d'avril. Mais il en manque toujours à l'appel qui ont trouvé plus commode de se fixer dans le Midi. Dans le centre de la France, des propriétaires ont déboisé de vastes contrées et causé les crues de la Loire si redoutées de ses riverains. L'eau des pluies n'étant plus retenue dans la terre par les racines des arbres, a formé des torrents dangereux pour la culture et créé un nouveau risque pour les cultivateurs. Ceux-ci ont fui une terre qui leur causait tant de déboires pour chercher une situation plus sûre à la ville.

Des auteurs ajoutent à cette liste déjà longue d'autres causes de l'exode rural qui sont presque insignifiantes ou très contestables, comme la lecture des romans et des journaux, ou le partage entre les héritiers des biens de chaque nature exigé par le Code civil. Il ne faut pas leur accorder trop d'importance, elles doivent avoir bien peu d'effet sur la population rurale.

En résumé, si les paysans se trompent souvent en espérant trouver dans les villes une situation merveilleuse, une existence heureuse et des plaisirs nombreux ; s'ils

ont tort d'abandonner leur situation médiocre pour une autre plus hypothétique, d'un autre côté, la suppression de leur gagne-pain, la ruine ou la misère obligent beaucoup d'entre eux à chercher une situation plus avantageuse. C'est à la ville, à ses multiples emplois et à ses nombreux métiers qu'ils ont recours, et l'on ne saurait leur donner tout à fait tort d'y songer.

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DE L'ABANDON DES CAMPAGNES.

« De toutes les manifestations de notre état social, dit M. Georges Michel, une des plus alarmantes est sans contredit la tendance de plus en plus marquée qu'ont les habitants des campagnes à émigrer dans les villes (1). » Le mouvement, ajoute-t-il, a pris depuis un quart de siècle des proportions telles qu'on ne peut se dissimuler l'étendue et la profondeur du mal qui est effrayant. M. l'abbé Tounissoux déplore sur le même ton l'exode rural. « Malheureusement la désertion des campagnes est arrivée à un excès tel que dans un assez grand nombre de départements, il y a des champs qui restent stériles ou sans culture suffisante par suite d'un manque de bras, alors que des milliers d'anciens villageois battent le pavé de Paris ou d'autres villes sans pouvoir trouver d'occupation (2). »

Par contre, certains auteurs écrivent que, si grave que soit la diminution de la population de la campagne, elle n'est pas arrivée à un tel point qu'elle puisse être envisagée comme un péril. « Nous ne parta-

(1) *Economiste français*, septembre 1893.

(2) *Journal de la Société de statistique de Paris*, mai 1884, p. 195.

geons nullement les craintes touchant la désertion de nos campagnes, dit M. Fournier de Flaix. Nous ne voyons rien d'excessif dans le développement des villes... (1). » M. Guéry est de cet avis, et prétend que l'émigration suburbaine est un bien. « On peut affirmer, dit-il, que jamais, à aucune époque, l'agriculture ne pourra manquer de bras (2). » Le dépeuplement des campagnes amène, dit-on encore, le cultivateur à produire autant avec moins de frais et plus de bénéfices. Il oblige l'intelligence à l'effort et provoque ainsi le progrès. Les opinions les plus contradictoires se sont ainsi fait jour au sujet des effets de cette émigration qui sont si variés qu'il est difficile de dire *à priori* si l'on doit se féliciter de l'exode rural ou le regretter. Ce mouvement produit des conséquences heureuses et d'autres fâcheuses pour les villes comme pour les campagnes.

Les dépenses faites par les propriétaires fonciers résidant dans les villes sont tout bénéfiques pour elles. Les commerçants, les ouvriers, les gens de maison profitent du roulement de cet argent produit par les villages, d'autant plus que ces grands propriétaires vivent la plupart du temps sur un grand pied et occupent beaucoup de monde à leur service. Leurs enfants apprennent le plus souvent quelques arts d'agrément, musique, chant, dessin, peinture qui sont le gagne-pain de bon nombre de professeurs.

(1) *Economiste français*, 1892, 2^e sem., p. 132.

(2) Guéry, *op. cit.*, p. 144.

L'immigration produit un résultat heureux pour la population des villes ; elle seule la maintient et la fait augmenter. En même temps elle rend la vitalité à la population urbaine. Le campagnard qui vient à la ville est robuste ; il apporte un sang nouveau et fort dans son mélange avec les citadins ; il donne une nouvelle vigueur à la population et crée une génération d'enfants plus forts et plus sains. La natalité si faible des villes se trouve accrue ; les paysans sont plus prolifiques que les citadins, ils relèvent la fécondité des populations urbaines.

Le campagnard accepte à la ville des besognes que le citadin dédaigne d'accomplir. Il ne peut avoir la prétention de choisir n'importe quel métier sans avoir fait un apprentissage. Il est voué aux besognes grossières et pénibles qui se remplissent sans difficulté et se rapprochent assez des travaux de la ferme. Il est tout indiqué pour les exécuter ; aussi fournit-il la main-d'œuvre pour les emplois modestes, le petit commerce, la domesticité, les fonctions humbles, les gens de maison, qu'il serait difficile de recruter dans la population urbaine. C'est un avantage pour les villes de pouvoir recruter ainsi de bons serviteurs, dont elle a besoin, parmi les immigrants. Ceux-ci, venus de la campagne comme adultes, font un travail productif pour la ville ; la ville bénéficie de leur activité, tandis que le village a supporté pendant le temps de leur enfance les frais de leur instruction et de leur entretien.

En regard de ces avantages, l'exode rural présente des inconvénients pour les villes. L'afflux des ouvriers ruraux qui viennent chercher des emplois à la ville est trop considérable ; il dépasse de beaucoup la main-d'œuvre nécessaire pour le gros ouvrage et les travaux pénibles. Il y a un encombrement des classes laborieuses dans les villes ; les emplois sont disputés par maints compétiteurs, et cette concurrence cause la baisse des salaires. Souvent les paysans acceptent le travail pour des salaires réduits, préférant gagner peu que de rester sans ouvrage. Ils enlèvent aux ouvriers urbains une partie de leur travail quotidien. Pour les travaux de manœuvres qui ne nécessitent pas un long apprentissage, les patrons préfèrent les hommes venus de la campagne qui sont plus courageux, plus dociles, moins exigeants, moins enclins au chômage et à la grève et qui ne sont pas endoctrinés par les associations et les syndicats. M. Guillou prétend que l'afflux de la main-d'œuvre n'est pas une cause de diminution des salaires. Il remarque au contraire une hausse des salaires au xix^e siècle, de 221 à 250 0/0 de 1789 à 1881, dont 60 à 77 0/0 de 1853 à 1881. « Les nouveaux besoins ont fait créer de nouveaux métiers, des professions nouvelles qui augmentent la demande de main-d'œuvre (1). » Cependant, il existe de nos jours une certaine baisse des salaires. Des patrons cessent de payer leurs employés au mois, et comptent leur traitement par journées de

(1) Guillou, *L'émigration des campagnes vers les villes*.

travail. Ils renouvellent leur personnel et offrent un salaire inférieur aux nouveaux venus. Dans les grands magasins, les employés n'ont plus d'appointements fixes en débutant. Ils outrent « au pair », c'est-à-dire gagnent seulement, outre la nourriture, la « guelte » ou tant pour cent sur le chiffre de leurs ventes.

Beaucoup d'entre ceux qui ont émigré sont les premières victimes de leur erreur ; ils reçoivent la plupart du temps des salaires à peine suffisants pour leur donner une existence agréable ; ils doivent vite renoncer à la fortune qu'ils avaient rêvée. D'autres, et ils sont nombreux, reçoivent des traitements minimes qui les laissent dans la gêne. Que le travail vienne à leur manquer, et les voilà réduits à la misère ! Ils augmentent les contingents de malheureux qui peuplent les quartiers pauvres des villes. Ils sont obligés d'habiter des logements malsains, insalubres, de se nourrir de produits payés bon marché, souvent falsifiés et nuisibles à leur santé, qui leur font regretter la nourriture simple mais saine et fortifiante de la campagne. « La vie des villes, dit M. Méline, est terrible pour les malheureux chargés de famille à qui tout manque quand le travail fait défaut. C'est la misère affreuse avec l'abandon sans miséricorde. Le bureau de bienfaisance ne nourrit pas longtemps une famille entière. Interrogez ceux qui ont passé par là après avoir été des travailleurs de la terre, et ils vous diront tous, les femmes surtout : Ah ! si nous avions su ce qui nous attendait, nous n'aurions jamais quitté notre village. Là, au

moins, si on n'est pas riche, on est toujours sûr de trouver un morceau de pain et un toit hospitalier. Quand on a des bras, on n'y meurt jamais de faim et on n'est pas le paria de la misère, que personne ne regarde et qu'on laisse mourir sans pitié dans un coin (1). » C'est le sort réservé à ceux qui n'obtiennent pas d'emploi fixe, de travail permanent, qui ne trouvent à s'occuper que par à-coups, dans les moments de presse, ou pour des besognes ingrates de courte durée et mal payées. Pour eux, c'est la vie sans foyer, les nuits passées dans les asiles ou sous les ponts, le lendemain incertain. Ils augmentent l'armée des sans-travail, foule vouée au crime, clientèle des tribunaux, peuple des prisons qui vit aux crochets de la collectivité sans rien produire et que les pouvoirs publics doivent secourir pour éviter les pires désastres. Ils sont nombreux quand les villes cessent de faire de grands travaux qui avaient attiré des travailleurs de la campagne. Beaucoup parmi eux refusent de revenir au village et préfèrent rester misérables à la ville. Le problème de la subsistance des sans-travail s'est posé récemment en Angleterre. Il montre à quelle grave obligation nouvelle est conduite la société par la présence dans les villes de cette quantité de gens qui pullulent sans emploi et devient menaçante à force d'être poussée par le besoin et la misère. Ils se laissent assez vite pervertir par les mauvais éléments qui se sont glissés au milieu

(1) Méline, *Le retour à la terre*, p. 102.

d'eux. Ceux-ci, venus de la campagne pour se soustraire à la justice et jouir de la ville, vagabonds, gens perdus de réputation, augmentent le nombre des déclassés. Ils sont pour les villes un fort mauvais recrutement, un véritable fléau.

L'afflux des campagnards dans les villes cause une augmentation du prix des loyers et une diminution de l'hygiène de la population. Les propriétaires n'ont pas à s'en plaindre, mais les locataires ne pensent pas à s'en réjouir. L'insuffisance des logements est mauvaise pour la race humaine. L'air est vicié par les impuretés qui se dégagent des usines et des ateliers, il est mal renouvelé ; les logements ouvriers n'ont ni l'air ni la lumière nécessaires pour une bonne hygiène de l'habitation. Des maladies et des infirmités à peu près inconnues dans la campagne se multiplient dans les villes où la tuberculose fait de grands ravages. Les générations de citadins vont en s'affaiblissant et les enfants sont assez souvent mal conformés. La mortalité l'emporte sur la natalité ; elle est très forte dans les quartiers ouvriers. Les hygiénistes s'inquiètent des dangers de l'agglomération des hommes par centaines de milliers. Les logements ouvriers, si misérables, si insalubres, qui ne voient pas le soleil, sont encore trop chers pour les malheureux qui vont coucher dans les chantiers de construction, retraite habituelle des malfaiteurs, où ils se contaminent au contact de l'armée du vice. La mortalité infantile exerce des ravages dans la population ouvrière à cause du dé-

faut d'hygiène; elle est beaucoup plus forte qu'à la campagne. La sénilité précoce, le gâtisme, l'aliénation mentale, les suicides se présentent également en plus grande proportion dans les villes qu'à la campagne. Les municipalités des grandes villes se sont vues dans l'obligation de créer des services sanitaires pour combattre les effets de l'insalubrité des logements des ouvriers. Il y a, dans les cités, dégénérescence de la population en nombre et en force, et l'on peut dire avec J.-J. Rousseau, que les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. La morale de l'habitation y est souvent en péril, il y règne une promiscuité des membres de la même famille, dans la même chambre, parfois désastreuse pour la moralité. La population urbaine voit des spectacles de toute sorte. On soumet à ses regards des gravures, des illustrations qui conduisent au relâchement des mœurs; l'opinion publique se montre indulgente, les principes sont moins sévères qu'à la campagne. Aussi la moralité de ceux qui ont déserté les champs, celle des jeunes filles, des jeunes bonnes surtout, est-elle très exposée. Les logements de domestiques au sixième étage ont perdu beaucoup de « Donatienne ». Dans un tel milieu, les campagnards contractent de mauvaises relations, se laissent gagner par la contagion de l'exemple et abandonnent rapidement leurs bons sentiments naturels. L'armée du crime les recrute. Ils ouvrent une oreille complaisante aux mauvais conseils. Poussés par le désœuvrement et la misère,

ils se laissent entraîner dans la voie où les engagent les mauvaises fréquentations.

M. H. Joly nous apprend que les Bretons venus à Paris se conduisent bien plus mal que chez eux. Par contre, les Corses qui recherchent les fonctions publiques sont moins criminels à Paris. Ils sont gendarmes, gardiens de la paix, employés de ministère et d'administration (1). La criminalité augmente donc dans les villes du fait de l'abandon des campagnes. Parmi les émigrants qui prennent rang dans l'armée des criminels, les déclassés qui ont acquis des diplômes et ne trouvent pas d'emploi sont les plus dangereux, parce qu'ils sont intelligents et instruits et se montrent plus habiles à échapper à la justice.

Cette augmentation de la misère et de la criminalité est pour les villes une cause d'accroissement de leurs charges et de développement des institutions publiques correspondantes. Les enfants des immigrants fréquentent les écoles communales ; il faut multiplier à cause d'eux le personnel enseignant et agrandir les bâtiments d'écoles. A Paris, on est obligé d'augmenter le nombre des magistrats pour éviter l'encombrement des affaires à juger, tant le nombre des crimes et des délits progresse. Les charges d'assistance ont également subi des augmentations considérables dans les villes qui exercent une grande attraction sur les malheureux, les déshérités

(1) *Revue Encyclopédique*, 1898, p. 79^e.

et les déséquilibrés en raison de l'aide et des secours qu'on leur fournit. On trouve 58 0/0 de nécessiteux et 70 0/0 d'indigents venus de la province parmi les personnes secourues par l'assistance publique de Paris. Sur les cent mille personnes environ qui, en 1893, ont trouvé refuge dans les asiles de nuit, 74.000 venaient des départements. En 1906, sur un total de 57.991 indigents inscrits, 42.622, près des trois quarts, étaient des provinciaux. Les charges auxquelles le département de la Seine doit faire face du fait des dépenses d'assistance sont considérables. Dans un de ses mémoires, le préfet de la Seine fait remarquer que ces besoins ne font que s'accroître par suite de l'afflux des habitants provenant d'autres départements et appartenant le plus souvent à la population peu aisée. De 1874 à 1904, les dépenses d'assistance se sont élevées de 8.868.000 francs par an à plus de 30 millions. L'abandon des enfants par les filles-mères venues de la campagne est une des grandes causes de cette augmentation. Le département de la Seine possède à lui seul le tiers des enfants assistés de la France.

Si les villes trouvent des inconvénients à recevoir certaines parties de la population rurale, les campagnes éprouvent des avantages à voir ces contingents abandonner leurs villages. La commune rurale se débarrasse en effet des mauvais éléments de sa population, des ferments de discorde, des fauteurs de désordre. Elle gagne de voir partir ses habitants improductifs dont la présence ne lui

cause aucun profit et qui sont un sujet de crainte pour les autres. C'est une conséquence heureuse pour la commune. Cet exode des perturbateurs amène la diminution de la criminalité dans les campagnes.

Les villes exercent leur attraction surtout sur les régions pauvres et très peuplées. Elles attirent des malheureux qui ne restent plus ainsi à la charge des villages. Les petites communes voient diminuer leurs charges avec le départ de leurs habitants pauvres ; le nombre de leurs indigents se trouve diminué par l'exode rural, et des paysans robustes qui resteraient parfois sans travail chez eux, et secourus aux frais des autres, trouvent une occupation à la ville. L'émigration atténue la misère des villages pauvres. Ceux qui sont allés travailler momentanément dans d'autres régions ou dans des villes rapportent une partie de leur gain au village. Ceux qui ne reviennent pas et qui réussissent à la ville envoient parfois de l'argent à leur famille. Le départ d'une partie des ouvriers agricoles rend la main-d'œuvre plus rare dans les campagnes ; la demande restant la même quand les machines ne sont pas venues remplacer la main de l'homme, les ouvriers qui restent attachés à l'agriculture se trouvent placés dans une situation plus favorable. Le prix de la main-d'œuvre augmente, et c'est une conséquence heureuse pour eux. Cette hausse des salaires et cette diminution de la main-d'œuvre ont conduit les chefs d'exploitation à faire preuve de plus d'initiative et de plus d'activité, à quitter la culture routinière pour adopter les

méthodes scientifiques et employer les machines perfectionnées, en un mot à mieux cultiver. Il en est résulté un progrès pour l'agriculture. Le caractère pénible de certains travaux agricoles a été considérablement réduit par l'emploi des machines ; et la condition de l'ouvrier rural s'est élevée au point de vue matériel et intellectuel.

L'émigration suburbaine a encore été profitable aux producteurs agricoles voisins des grandes villes et à la culture maraîchère dont les produits se vendent à des prix plus rémunérateurs. Ces villes offrent un grand débouché à la production agricole ; leur énorme consommation a conduit à la spécialisation des cultures qui est une forme du progrès agricole et une application du principe de la division du travail. La culture des primeurs a pris en même temps un grand développement.

La plus grande partie du contingent des émigrants est fournie par les ouvriers agricoles qui emmènent avec eux leur famille. Le départ de leurs enfants « tarit la source du recrutement essentiel des travailleurs agricoles » et empêche ces enfants de devenir des individus productifs pour les villages qui ont supporté les frais de leur enfance. La main-d'œuvre étant devenue rare, il en est résulté une augmentation de son prix dans ces quarante dernières années dans une proportion allant du tiers à la moitié ; les travailleurs ont élevé leurs prétentions. Cette élévation des salaires est pour les chefs d'exploitation une aggravation des charges et des frais de culture qui pèse lourdement sur eux au moment où la concurrence

étrangère cause une baisse générale de la valeur des produits agricoles. Malgré tout, il y a encore pénurie de main-d'œuvre dans certaines régions. On fait un appel de main-d'œuvre vers d'autres régions, mais c'est encore insuffisant. Aussi voit-on les étrangers affluer pour faire à un prix moindre que les Français les travaux que les cultivateurs ne réussissent plus à faire exécuter par la main-d'œuvre indigène. Dans le Midi, les Italiens viennent en grand nombre au moment de la moisson ; dans le Nord et jusque dans la région de Paris, dans l'Oise notamment, les Belges abondent à la même époque. Le prix de la main-d'œuvre est alors élevé, ils louent leurs bras pour faire les récoltes et regagnent ensuite leur pays. Le mouvement d'immigration de la population étrangère a pris une grande extension depuis une quarantaine d'années. En 1891, il y avait 1.300.945 étrangers domiciliés en France, dont 236.079 pour l'agriculture, y compris les familles. « Quarante à cinquante mille ouvriers belges, dit M. Vandervelde, viennent en France, dans les départements du Nord et même du Centre. Quantité d'ouvriers espagnols se rendent dans les départements du Midi. En Corse, ce sont les ouvriers agricoles italiens qui viennent combler le déficit de la main-d'œuvre (1). » Ces ouvriers dépensent le moins possible en France et rentrent dans leur pays à la fin des travaux avec de bonnes économies. Le commerce local profite

(1) Vandervelde, *L'exode rural et le retour aux champs*, p. 28.

peu de leur présence ; une partie des revenus de la terre se trouve dépensée à l'étranger par ces ouvriers. Cependant, le concours de la main-d'œuvre étrangère est nécessaire pour certains ouvrages que ne veulent pas faire nos nationaux. Pour les travaux pénibles ou malsains comme les terrassements, le dessèchement des marais, les entrepreneurs ne trouvent personne dans la région, ou bien on leur demande des prix tellement excessifs, qu'ils sont obligés de renoncer à faire exécuter le travail. Un propriétaire rural de Seine-et-Oise voulait faire curer et mettre en culture des terrains marécageux. Il fit appel aux gens du pays. On lui demanda cinq francs par jour et par homme, mais au bout de deux jours, les ouvriers refusèrent de continuer le travail. Deux ans après, le propriétaire offrit le travail à une équipe d'ouvriers étrangers qui venait de terminer le terrassement d'une ligne de chemin de fer des environs. Pour un salaire de trois francs par jour le travail fut exécuté rapidement et les marécages sont devenus de bonnes terres cultivables.

La présence de ces nombreux étrangers présente un inconvénient ; si les propriétaires et fermiers du Nord sont satisfaits des Belges, dans le Midi, les Italiens ne laissent pas toujours un bon souvenir. Les rapines, les querelles et les batailles sont fréquentes dans les villages qui accueillent les Italiens, et la police rurale a fort à faire pour intervenir et surveiller ce monde trop prompt à se servir du couteau, qui inspire assez peu de confiance. La sécurité des campagnes laisse à désirer et la police

locale est insuffisante pour assurer la tranquillité des habitants.

Ces étrangers n'ont pas toujours la même habileté que ceux dont ils viennent prendre la place dans nos campagnes. Ce sont en effet les plus intelligents, les plus actifs de nos ouvriers agricoles qui sont partis dans les villes. Il en résulte une diminution de la valeur professionnelle des ouvriers agricoles et une entrave au progrès de l'agriculture. Dans l'ensemble, les ouvriers agricoles perdent en valeur de ce fait, mais il n'est pas exact que le progrès de l'agriculture en soit atteint, les machines agricoles remplacent les ouvriers et relèvent ceux qui sont restés, dans bien des cas, dit M. Maurice de Molinari, d'un état voisin de celui de la bête de somme (1).

L'exode rural a pour résultat d'enlever aux campagnes une partie du profit qu'elles pourraient retirer de la dépense sur place des revenus de la terre. Il arrive assez fréquemment que des paysans envoient à ceux des leurs qui sont partis à la ville, des sommes d'argent et des produits de leur exploitation. Ces économies et ces fruits du sol sont dépensés en ville, en pure perte pour la campagne qui les a fournis. Les loyers, fermages et autres revenus que dépensent dans les villes les grands propriétaires ou les employés, que leur traitement ne suffit pas à faire vivre, sont encore enlevés aux villages où sont situées leurs fermes et métairies. « Toutes ces dépenses

(1) *Journal des Economistes*.

en ville des revenus de la terre, dit M. Lecouteux, détournent des campagnes l'argent qu'elles fournissent à titre de fermages. Ces sommes, dépensées exclusivement dans les villes ne se convertissent pas en travaux de drainage, d'irrigation, de chemins, d'endiguement (1). »

Des paysans aisés mettent leurs fils en pension à la ville. Ceux-ci ne veulent pas devenir cultivateurs, et quand ils ne réussissent pas dans la carrière qu'ils avaient choisie, ils vivent en rentiers, en désœuvrés. Parfois ils n'achèvent pas leurs études et ne font rien. Le père a dépensé pour faire étudier son fils ; qu'il réussisse ou non, l'argent était produit par la terre, et c'est à la ville que les dépenses sont faites. L'agriculture est privée de ses sujets les plus intelligents ou les plus instruits et se voit enlever de la sorte les éléments essentiels de son progrès. L'or, au lieu de se répandre sur les campagnes, est jeté dans les cités. La population rurale voit diminuer ses qualités physiques et intellectuelles par suite de leur départ. Le Play constatait ce phénomène. « Nos populations rurales, disait-il, considérées dans leurs qualités morales et intellectuelles sont, en beaucoup de lieux, tombées au-dessous du niveau qu'elles avaient atteint au moyen âge. Cette décadence a commencé avec l'absentéisme des grands propriétaires appelés à la cour par les derniers Valois et surtout Louis XIV (2). »

Ces résultats fâcheux pour l'agriculture ont amené une

(1) Lecouteux, *Cours d'économie rurale*, 1889, t. II, p. 23.

(2) Petite bibliothèque économique Guillaumin, p. 98-100.

diminution de la valeur de la propriété foncière et une baisse du taux des fermages. Lors de l'enquête agricole de 1892, on a constaté que la terre valait 16,15 0/0 de moins qu'en 1882, et que le taux des fermages était descendu de 11,15 0/0. On accuse un léger relèvement depuis, grâce aux heureux effets de la coopération agricole qui s'est développée dans certaines régions.

Au point de vue général, l'abandon des campagnes produit des effets heureux et des conséquences malheureuses. La résultante est plutôt fâcheuse pour l'ensemble du territoire. Pour le commerce, l'industrie, le mouvement intellectuel, le résultat est appréciable ; ces branches de l'activité humaine ont profité des bras et des intelligences perdus par l'agriculture. L'augmentation de la population des villes par l'émigration est favorable à l'industrie et au commerce. Les citadins s'habillent mieux, se nourrissent plus abondamment, recherchent le bien-être et le luxe. Ce sont de meilleurs clients que les paysans pour nos industries nationales et notre commerce.

L'exode rural favorise la rapide propagande des idées socialistes. Le socialisme se répand surtout dans les villes ; il est moins apprécié par les populations paysannes qui sont surtout conservatrices, sauf dans le Midi viticole où la crise phylloxérique a développé le prolétariat. Les nombreux ouvriers ruraux venus à la ville se laissent vite entraîner par le mouvement socialiste quand ils s'aperçoivent de leur erreur et quand ils ont eu des dé-

boires. Le parti socialiste se réjouit de ce résultat qu'il déclare excellent ; mais les individualistes pensent qu'il est très regrettable.

L'abandon des campagnes est un mouvement intérieur ; il n'a pas pour effet direct une diminution de la population totale du pays. Mais, en augmentant la population urbaine dont la mortalité dépasse la natalité, il réduit l'augmentation de la population totale. La natalité diminue à la campagne parce que les adultes les plus jeunes et les plus féconds désertent leurs champs pour la ville. La population française reçoit un contre-coup fâcheux de ce mouvement. La race des Français subit un affaiblissement à cause des mauvaises conditions d'hygiène de la vie urbaine. Les citadins sont moins vigoureux que les campagnards, leurs enfants ont moins de force, les jeunes générations, dit-on, sont plus faibles que les précédentes. « L'émigration vers les villes des jeunes campagnards des deux sexes, dit M. Guillou, nuit incontestablement à la fécondité des populations rurales sans relever le plus souvent dans des proportions satisfaisantes le taux de la natalité dans les centres urbains (1). » Elle est donc nuisible à la conservation de la race. Il en résulte un danger pour la défense nationale. Pour rivaliser au point de vue militaire avec des puissances dont la population s'accroît sans cesse, la France est obligée d'appeler sous les drapeaux le plus grand

(1) Guillou, *L'émigration des campagnes vers les villes*, p. 451.

nombre possible de jeunes gens. Elle opposerait, en cas de conflit, à des troupes composées d'hommes choisis parmi les plus forts, les plus endurants, des soldats faibles, peu capables de supporter les fatigues de la guerre. Elle se trouverait déjà en état d'infériorité. Le recrutement de l'armée sur le pied de paix présente lui-même des difficultés. Il n'y a pas assez de choix parmi les conscrits. Les conseils de révision, tenus de prendre un nombre déterminé de recrues, ne peuvent faire une sélection sévère. Ils doivent déclarer aptes des jeunes gens peu robustes que les conseils de réforme renvoient dans leurs foyers après leur incorporation. En 1908, sur 318.449 jeunes gens incorporés, 29.607, soit 9.3 0/0, ont été renvoyés comme reconnus impropres à tout service militaire, soit armé, soit auxiliaire.

La désertion de l'agriculture amène une diminution des récoltes de céréales et de la production du bétail. En 1898, M. Bourguin (1) a signalé : la disparition de vignobles, la diminution de la culture des céréales, par suite de la baisse des prix du grain. La diminution de production des céréales favorise la concurrence étrangère au détriment de nos producteurs. Par contre, le même auteur a constaté l'extension des bois, des prés naturels, des herbages, de la culture des racines alimentaires, fourragères et industrielles. Cette situation pourrait constituer un danger en cas de conflit armé du pays avec

(1) *Revue politique et parlementaire*, septembre 1898.

une autre nation à cause de la difficulté de faire entrer des vivres en France si nos relations avec les autres pays étaient coupées. L'Angleterre, qui ne produit que pour deux mois de sa consommation, serait dans une situation désespérée si elle ne pouvait se ravitailler. La France, heureusement, grâce aux progrès du machinisme agricole et des méthodes culturales, maintient presque le taux de sa production de céréales malgré la diminution des surfaces cultivées. L'abandon des campagnes ne nous condamnera pas à mourir de faim comme le pensaient les physiocrates. Ces économistes étaient dans l'erreur en disant que la terre doit recevoir le maximum de main-d'œuvre pour donner le maximum de produits.

L'exode rural est donc regrettable pour la France en général, depuis qu'il a pris cette rapidité, cette intensité qui effraient tant de personnes. L'arrêt, ou tout au moins la diminution du mouvement, serait à souhaiter. « Réagissons, dit M. Guéry, contre un si triste état de choses qui mettrait à la longue notre pays dans un état d'infériorité absolue et sous le coup d'un perpétuel danger (1). » La meilleure des réactions contre l'abandon des campagnes consisterait à donner aux ruraux la conviction que le changement de situation ne sera pas à leur avantage, leur prouver que leur intérêt bien entendu leur conseille de rester sur la terre natale et leur montrer les déceptions qui les attendent à la ville.

(1) Guéry, *op. cit.*, p. 224.

CHAPITRE IV

REMÈDES.

Les auteurs ne sont pas tous d'accord sur la question de savoir si l'on doit apporter des remèdes à l'abandon des campagnes. M. Georges Michel se sépare des autres et pense qu'il n'y a pas de remède possible, vu l'état de nos mœurs, de nos institutions politiques et de nos habitudes sociales qui rend illusoire toute tentative d'amélioration. « Le mal est tellement profond, dit-il, il tient à des causes tellement intimes, délicates et anciennes, qu'il faut le regarder comme incurable. A moins d'événements que personne ne peut prévoir, il est désormais acquis que le fléau ira toujours en s'accroissant, que les villages se dépeupleront au profit des villes et que Paris continuera d'absorber à son profit la sève du pays tout entier (1). » Un autre dit qu'il ne peut être question de s'opposer à l'émigration, mais d'en arrêter les excès. M. Guillou estime également qu'on ne pourrait paralyser le mouvement tout à fait (2).

Les remèdes sont nombreux, mais beaucoup d'entre eux sont secondaires, n'ont d'autre effet que de corriger

(1) *Economiste français*, 30 mai 1896.

(2) Guillou, *op. cit.*, p. 491.

légèrement l'exode rural. Ils peuvent s'ajouter aux remèdes principaux. L'initiative privée et les pouvoirs publics peuvent exercer leur action parallèlement dans la plupart des cas pour remédier aux inconvénients de l'abandon des campagnes. L'intervention de l'une complètera les mesures prises par les autres et contribuera à leur faire produire plein effet.

Le premier remède qui se présente à l'esprit consiste à canaliser le mouvement d'émigration suburbaine et le détourner de sa destination. Au lieu de laisser aller les paysans vers les villes, on pourrait les diriger sur des régions agricoles qui ont besoin de main-d'œuvre. On comblerait ainsi les insuffisances régionales et on éviterait le recours aux étrangers. Les divers groupements agricoles : comices, syndicats, unions, fédérations sont tout désignés pour créer un service de placement rural. La loi du 21 mars 1884 leur facilite cette tâche. Elle exempte les syndicats professionnels des prescriptions du décret qui régit les bureaux de placement. Des membres du Parlement se sont préoccupés de cette question. Pour diriger vers les régions qui ont besoin d'ouvriers agricoles, les militaires libérés du service qui seraient tentés de rester à la ville, ils proposent de créer dans les régiments l'institution du placement gratuit comme elle fonctionne en Allemagne. M. Decker-David a fait une proposition en ce sens.

Pour lutter avec avantage contre l'exode rural, on pourrait essayer d'établir un courant contraire qui rendrait à

la campagne une partie de la population qu'elle a perdue et calmerait l'ardeur rurifuge de ceux qui sont disposés à émigrer. On peut tout d'abord favoriser le retour à la campagne de ceux qui ont quitté la terre et n'ont pu acquérir une situation brillante dans les villes. Souvent ils n'osent pas retourner au village par crainte des moqueries de leurs compatriotes aux yeux desquels ils ne veulent pas s'avouer vaincus. Parfois ils manquent des ressources nécessaires pour reprendre le chemin du village. Il suffit de leur faire connaître l'institution des secours de rapatriement. Le ministre de l'intérieur dispose d'une certaine somme pour aider les malheureux à rentrer dans leur pays. En 1905, le crédit était de 154.000 francs.

M. Georges Michel propose qu'après un internement dans un établissement spécial, l'on renvoie dans leurs communes d'origine tous les indigents et tous les vagabonds auxquels l'émigration n'a pas réussi (1). Ce rapatriement se fera par voie d'autorité ; le département et la commune paieront les frais. Les communes rurales, répond M. Guillou, trouveraient étrange de se voir imposer une telle charge. L'initiative privée a essayé d'établir le rapatriement, mais sans succès. Des associations provinciales ont affecté une partie de leurs ressources au rapatriement de leurs compatriotes. Une société de Bretons catholiques a ramené en Bretagne vingt-cinq personnes en cinq ans. Pendant ce temps, quatorze cents

(1) *Economiste français*, 30 mai 1896.

Belone venant par sa a Paris. L'Office central des vo-
cations pour l'agriculture a été créé en 1904, et les prévisions
montrent que tous les rapatriés ne furent pas satisfaits de leur
retour au pays (1). Le retour des émigrants malheureux
n'est pas suffisant pour établir un fort courant contraire
à l'exode rural. Il faut créer un véritable exode urbain,
conduire les jeunes gens aisés de la ville, surtout les fils
de professions libérales, dans la campagne pour leur
connaître la vie des champs et leur apprendre à diriger
des exploitations agricoles. Ce mouvement corrigerait
les effets de l'absentéisme des grands propriétaires et
donnerait aux villages une population active, gaie, re-
muante, aimant les distractions, qui romprait la mono-
tonie de la campagne et rendrait le séjour des champs
plus attrayant. Sans vouloir transférer à la campagne
l'élément féminin que la crainte de l'ennui pousse vers
les villes.

Il existe déjà un exode urbain qui fournit des bras à
l'agriculture, c'est le placement des enfants assistés à la
campagne. Le placement rural des pupilles de l'Assis-
tance publique est permis par un décret du 22 mars 1904
et 30 ventôse an V. Il est ordonné par l'article 21 de la loi
du 27 juin 1904, ainsi conçu : « Les pupilles âgés de
moins de treize ans sont, sauf exception, confiés à des
familles habitant la campagne. » Le placement à la
campagne des enfants de l'Assistance publique est régi par

(1) *Réforme sociale*, 1^{re} mai 1902.

préoccupe de l'intérêt de l'enfant, on le dirige vers les professions agricoles, et son intérêt concorde avec l'intérêt social qui commande de lutter contre la dépopulation des campagnes. Par l'éducation agricole, on attache l'enfant à la terre. Il y a en France environ 160.000 enfants assistés. Cinquante-trois mille appartiennent au service des enfants assistés du département de la Seine ; ils sont tous envoyés à la campagne sauf cinq cents d'entre eux qui sont placés dans les écoles professionnelles de l'Assistance publique de Paris. Ceux des autres départements sont placés à la campagne, ainsi que la loi l'exige. C'est un retour à la terre. Beaucoup d'enfants assistés sont nés de filles-mères venues à Paris pour se soustraire aux critiques de leurs compatriotes. Ces enfants, fils de paysans, auraient dû naître et rester à la campagne. On les rend à la population rurale. On devrait se préoccuper de leur donner un bon apprentissage agricole, les placer chez des propriétaires ou fermiers capables de bien les former. Outre les préoccupations d'humanité, il faut avoir celle d'en faire de bons ouvriers agricoles pour faire œuvre plus utile au point de vue social. La loi du 27 juin 1904 et l'instruction ministérielle du 15 juillet suivant ont oublié ce point de vue important.

On peut encourager l'exode urbain en facilitant aux familles ouvrières des villes la résidence à la campagne au moyen de transports gratuits. Plusieurs grands magasins de Paris vont chercher et porter à domicile leurs employées dans un but de moralité. L'industrie pourrait

entrer dans cette voie et organiser des services de transports jusque dans la campagne. Des négociations ont été entamées entre des industriels et de grandes maisons d'automobiles en vue de la création d'un service d'automobiles pour le transport des ouvriers habitant la campagne. Déjà les trains ouvriers et les services d'abonnements sur les chemins de fer permettent aux travailleurs d'habiter à une certaine distance de l'atelier. On peut concevoir l'annexion de réfectoires et dortoirs aux usines à l'usage de ceux qui ne peuvent rentrer au foyer tous les soirs. A Voiron (Isère) la plupart des industriels ont annexé des dortoirs aux usines pour coucher les ouvrières habitant assez loin et partant chez elles tous les deux ou trois jours seulement.

Les efforts faits en vue d'arrêter l'émigration suburbaine par le rapatriement ont échoué. On a cherché à déterminer un courant d'opinion contre ce mouvement en présentant aux campagnards la vie urbaine sous son plus mauvais jour, en publiant par tous les moyens de propagande les malheurs des ruraux dans les grandes villes. Mais cela ne réussit pas ; celui qui veut abandonner son village pense avoir plus de chance que ceux qui n'ont pas réussi. On a beau montrer la détresse, la misère de ceux qui ont émigré, présenter un tableau très sombre de la vie urbaine, le paysan fait bon marché de l'exemple de ceux qui ont échoué ; il garde sa belle confiance en son habileté et son intelligence et conserve l'espoir d'une chance favorable.

La riante peinture de la vie champêtre suit naturellement la description de la vie des villes. On ne manque pas d'établir le parallèle et de vanter les avantages de la vie rurale avec son air pur et ses aliments très sains, le soleil et la verdure que les citadins vont chercher chaque dimanche loin de leurs rues étroites. On n'y connaît pas toutes ces maladies aux noms effrayants qui se multiplient dans les villes, la vie y est plus calme, moins fiévreuse, la santé plus florissante.

Quelques personnes veulent diminuer l'instruction dans les campagnes. M. Maurice Barrès est d'avis que l'on réduise l'instruction donnée au peuple ; il pense que c'est l'ignorance qui retiendra les paysans à la campagne. La Chalotais, procureur au Parlement de Rennes, voulait, en 1763, faire proscrire l'étude chez les laboureurs, et Voltaire le remerciait d'avoir eu cette idée. Kautsky pense que l'on a tort de vouloir limiter l'instruction de la population rurale. Le résultat, dit-il, sera contraire à celui que l'on attend. On empêchera les campagnards de se faire de la ville une idée juste, on les poussera d'autant plus vite à la ville. Refuser l'instruction à la population des campagnes, n'est pas un remède, mais un acte de barbarie. Il faut la développer au contraire et surtout donner à l'enseignement de l'agriculture la place qu'il mérite dans les programmes.

Les remèdes efficaces à l'abandon des campagnes, sont ceux qui apportent véritablement une amélioration au sort des paysans, puisque la grande cause de leur

exode est le désir de se faire une situation meilleure. Quand ils seront satisfaits de leur condition, ils trouveront agréable le séjour des champs, se plairont sur leur coin de terre qu'ils ne voudront plus quitter. « L'amélioration du sort des populations rurales est le seul moyen rationnel et libéral susceptible de retenir aux champs une partie des émigrants. » Déjà pour retenir les ouvriers, des grands propriétaires ont distrait de leurs domaines de petites parties qu'ils ont vendues, louées ou confiées gratuitement à des ouvriers ruraux pour améliorer leur condition. Ce moyen excellent est peu répandu; il exige un désintéressement qu'il est difficile de trouver chez tous les propriétaires. Pour la même raison, la participation aux bénéfices est peu réalisable. Ce qu'il faut poursuivre, c'est l'amélioration des conditions de la production agricole dans l'ordre technique comme dans l'ordre économique. La science agronomique a fait de grands progrès au xix^e siècle. Elle peut rechercher les meilleures méthodes de culture, les meilleurs moyens de rendement. Elle indiquera quelles sont les cultures qui conviennent le mieux à tel sol ou sous tel climat, quelle marche il faut suivre dans les changements successifs de culture sur un même terrain. Des stations agronomiques créées par des particuliers ou par l'Etat feront des recherches, des observations, des expériences dans les diverses régions et publieront les résultats obtenus, les progrès accomplis. Elles donneront des conseils, prècheront l'exemple aux paysans. Les stations agronomi-

ques sont appelées à rendre les plus grands services à l'agriculture et lui faire accomplir de rapides progrès. Elles serviront également à la vulgarisation des méthodes perfectionnées qui seront encore portées à la connaissance du public par des revues, brochures ou journaux publiés par les soins des associations agricoles ou du ministère de l'agriculture. L'Office des renseignements agricoles publie un bulletin mensuel qui s'efforce de remplir cette tâche.

La production de l'agriculture se fera plus rationnelle grâce aux résultats de la chimie agricole. Cette science, par l'analyse du terrain et des engrais, permet de rendre à la terre les principes fertilisants qui lui ont été pris par les végétaux, ou ceux qui lui font défaut dans sa composition chimique. Elle permet d'obtenir un meilleur rendement par l'emploi des engrais chimiques et par l'indication des meilleures cultures à faire sur les terrains dont l'analyse lui a révélé la composition. La richesse en azote et les bonnes façons de labours ne sont pas les seuls facteurs de la production ; la configuration du sol et l'hydrographie ont un rôle important en agriculture. C'est ce que n'ont pas vu ceux qui ont déboisé les montagnes et les coteaux, livrant à la dévastation, des forêts qui assuraient une bonne distribution des eaux et protégeaient les récoltes contre les ravages des torrents ou des pluies trop abondantes. L'action régulatrice des forêts a été détruite par les déboisements. La nécessité de protéger les forêts et de lutter contre les torrents s'est vivement fait

sentir. Le Touring Club de France a voulu conserver la beauté des sites et les pouvoirs publics ont cherché à protéger les terres cultivées. Les lois du 28 juillet 1860, du 28 juin 1864 et du 4 avril 1882, ainsi qu'un décret du 11 juillet 1882, règlent la matière. Les dépenses effectuées par l'Etat pour le reboisement jusqu'au 1^{er} juillet 1905 se sont élevées à environ 90 millions de francs.

La production du bétail est une source de revenus très importante dans certaines régions de la France. Elle comporte de gros risques pour les éleveurs et cause de gros soucis aux agriculteurs. Aussi faut-il développer la protection sanitaire des animaux et la lutte contre les épizooties. La loi du 21 juin 1898 et le décret du 6 octobre 1904 font connaître les mesures sanitaires qui doivent être appliquées aux maladies contagieuses qui frappent les animaux et arrêtent la liste de ces maladies. Les résultats obtenus par l'application de ces règlements ont été considérables. Le nombre des animaux abattus en 1882, comme atteints de péripneumonie contagieuse, était de 3.571 têtes. Il est tombé à 9 en 1905. La loi du 30 mars 1897 a créé dans les départements des services des épizooties, puis un service central d'inspection des services sanitaires des animaux. Les lois du 13 avril 1898 et du 14 janvier 1905 accordent une indemnité aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de tuberculose, de morve ou de farcin. La protection des oiseaux utiles à l'agriculture a fait l'objet d'une convention internationale approuvée par la loi du 30 juin 1903. La pratique

régulière et méthodique de l'échenillage serait excellente pour la production des légumes qui sont attaqués par les chenilles. Le Parlement vote chaque année des sommes importantes destinées à secourir les agriculteurs quand ils sont atteints par les calamités agricoles. Le crédit inscrit au budget de 1907 s'élevait à 1.800.000 fr. Quoiqu'il soit insuffisant, on se refuse à l'augmenter parce qu'il est préférable de pousser les paysans dans la voie de la mutualité, féconde en résultats, que de leur laisser l'espérance « de poussière de secours » sans efficacité réelle.

La police rurale a besoin d'être organisée. Les vols d'animaux de basse-cour sont très fréquents à la campagne et les incendies dus à la malveillance trop nombreux. L'organisation d'une police rurale forte et suffisamment nombreuse diminuerait les craintes des paysans et leur donnerait la sécurité dont ils ont besoin.

Une des meilleures conditions du progrès de l'agriculture réside dans l'enseignement agricole et ménager. L'instruction obligatoire a détourné les enfants de la campagne, l'influence de l'enseignement agricole peut les y retenir. La science agricole aidée du concours de l'association peut permettre à nos cultivateurs de tenir tête à la concurrence étrangère. On émigrerait moins si on vivait à l'aise à la campagne, si les paysans avaient une capacité professionnelle plus grande. Malheureusement, l'enseignement agricole est peu organisé en France ; notre pays est resté en arrière des autres nations sur ce point. La

loi du 30 juillet 1875 permet de répandre l'instruction technique jusque dans les campagnes en modifiant le principe de l'organisation des fermes-écoles et en ordonnant la création des écoles pratiques. Mais, en 1906, ces établissements étaient au nombre de soixante-deux seulement. Ils sont loin de former un réseau s'étendant sur la France entière. Le rapport adressé le 17 mai 1905 au Président de la République par le ministre de l'agriculture déclare que l'organisation de l'enseignement de l'agriculture est insuffisante. Les cours d'agriculture sont à peine professés aux fils des paysans et des petits cultivateurs. L'école primaire leur donne simplement les notions indispensables à l'exercice intelligent de leur profession et l'introduction d'une épreuve d'agriculture dans le certificat d'études n'a pas diminué le mouvement de l'exode rural. Les professeurs départementaux d'agriculture font dans les écoles normales primaires quelques leçons aux futurs instituteurs et des professeurs spéciaux donnent l'enseignement aux élèves de certaines écoles primaires supérieures et de quelques collèges. L'enseignement agricole est développé dans les écoles nationales d'agriculture qui forment le second degré de l'instruction agricole et à l'Institut national agronomique où les élèves reçoivent l'enseignement supérieur. Mais les jeunes gens qui obtiennent les diplômes d'ingénieur agronome ou d'ingénieur agricole sont plutôt poussés vers le professorat ou vers les administrations publiques que dirigés sur les exploita-

tions agricoles qui ne leur offrent que de très modestes emplois ne répondant pas à la situation à laquelle ils peuvent prétendre. L'enseignement agricole a besoin d'être étendu à toute la France, d'être perfectionné dans l'enseignement primaire et donné dans tous les établissements d'enseignement secondaire. Le troisième degré serait représenté par les écoles nationales et l'Institut agronomique qui formeraient de nombreux professeurs et d'excellents directeurs d'exploitation. Peut-être le « Comité d'organisation et de perfectionnement de l'enseignement de l'agriculture, des stations de recherches et laboratoires agricoles », institué au ministère de l'agriculture par le décret du 18 mai 1905, donnera-t-il à l'enseignement agricole le développement dont il a besoin.

L'enseignement ménager est très négligé en France. « Il y aurait lieu également, dit le rapport du ministre de l'agriculture, de multiplier dans la plus large mesure possible ces excellentes écoles ménagères et de laiterie pour jeunes filles dont le nombre est actuellement infime... Retenir la jeune fille et la femme à la campagne est le plus sûr moyen d'éviter l'exode vers les villes avec les misères et les ruines qu'il entraîne si souvent à sa suite. » L'enseignement de l'économie ménagère et domestique leur permettrait en effet de créer au sein de l'exploitation agricole des occupations intéressantes au milieu desquelles elles ne tarderaient pas à oublier la monotonie de la vie rurale. C'est ce qu'ont compris les nations voisines qui ont donné un puissant essor à l'enseignement

ménager, en tête la Belgique et l'Angleterre. Le rôle de la femme est très important dans l'exploitation agricole. Il y a dans la ferme deux directions différentes qui concourent au même but. L'homme prend les travaux de l'extérieur, les plus pénibles, qui réclament des bras robustes, un esprit d'initiative. A la femme vont les soins de l'intérieur, la direction de la basse-cour. Leurs travaux sont solidaires. Le fermier sème le blé, la fermière fait le pain ; l'un s'occupe des récoltes, l'autre soigne le laitage. L'enseignement ménager a besoin d'être organisé dans les écoles primaires et primaires supérieures pour être donné à toutes les jeunes filles.

L'enseignement agricole pourrait être complété par des cours et conférences faits dans l'armée à l'usage des soldats recrutés à la campagne. Ils conserveraient les notions acquises chez eux et seraient tenus au courant des progrès. A ce point de vue, la réduction du temps de service actif a été excellente. Elle maintient moins longtemps loin des champs des bras vigoureux et risque moins de faire perdre aux paysans leurs goûts champêtres, l'habitude des travaux agricoles et l'amour des champs. La multiplication des permissions de moisson est d'un grand secours à l'agriculture ; les cultivateurs obtiennent une main-d'œuvre peu coûteuse qui leur est nécessaire pour opérer rapidement les travaux de la moisson sans avoir recours aux étrangers. Il en est de même pour la récolte des pommes de terre dans certaines régions.

Le meilleur remède à préconiser pour l'amélioration des conditions de la production agricole est l'association. C'est l'associationnisme, la coopération qui fera faire les plus grands progrès à l'agriculture et rendra cette profession suffisamment rémunératrice pour que les paysans soient satisfaits de leur sort. L'épanouissement de l'association en agriculture sous toutes ses formes et dans toutes les régions sera un élément puissant de progrès. La coopération agricole est encore relativement peu développée en France et plusieurs régions l'ignorent à peu près. Elle a besoin d'être encouragée et développée. L'esprit d'association dans le monde agricole a été causé par la crise agricole et la concurrence mondiale. Il est apparu comme un remède, et comme moyen de lutte contre la concurrence par l'augmentation du rendement en donnant plus d'intensité à la culture, et comme moyen d'écoulement des produits par la suppression des intermédiaires. On peut concevoir tout d'abord des groupements agricoles d'ordre général destinés à la défense des intérêts généraux de l'agriculture. Ces groupements, ouverts à tous ceux qui de près ou de loin touchent à l'agriculture, pourraient se fédérer, s'unir pour arriver à former un « ordre des hommes de la terre », un grand parti agricole puissant dont l'influence serait considérable. Ce mouvement provoqué par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats agricoles s'est rapidement propagé. Auparavant, l'agriculture était restée étrangère au mouvement d'association. Il y avait quelques tentatives d'union agri-

cole qui remontaient à 1850. C'étaient des comices, de petites sociétés d'agriculture faisant des expositions, publiant un bulletin. Leur action était bornée ; c'était, suivant le mot de M. de Rocquigny, une sorte de patronage académique. En 1884, il y avait environ douze cents de ces sociétés.

Le législateur a favorisé le mouvement coopératif en agriculture par l'institution des avances de la Banque de France aux coopératives, par la réduction des formalités et des frais de création des associations. Le monde agricole était resté fermé à l'esprit d'association parce qu'il n'aime pas les changements, les divisions locales, les querelles de clocher et aussi à cause de la difficulté de trouver des hommes de tact patients, prêts aux sacrifices et désintéressés au point de vue pécuniaire et politique. Après 1884, la coopération s'est vite développée dans les campagnes. La section agricole de l'Exposition universelle de 1900 a montré l'éveil de la vie coopérative agricole. Un amendement fit ajouter au Sénat les mots « et agricoles » au texte de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884. « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux *et agricoles*. » Ce fut l'origine de la création des syndicats agricoles. A l'origine leur organisation répondait seulement aux besoins techniques, leur action s'étendait aux semences, engrais, machines, à l'amélioration de la race des animaux, à l'écoulement des produits. Puis leur domaine et leur rôle s'élar-

girent ; ils créèrent des filiales, associations de vente, d'assurance sur lesquelles ils conservèrent un rôle de patronage. Ils se plièrent avec souplesse aux besoins des diverses régions. En 1905, leur nombre était de 3.553 qui comprenaient 677.150 membres. Mais ils ne comptaient que 5 0/0 de salariés et s'occupaient surtout de la défense des intérêts des propriétaires. Aussi s'est-il formé dans ces dernières années des syndicats inspirés de l'esprit socialiste, composés d'ouvriers agricoles ayant pour but la défense des intérêts généraux des salariés agricoles. Ils comprennent cinq groupes :

La Fédération nationale des bûcherons de France ;

La Fédération des travailleurs agricoles de la région du Midi ;

La Fédération des ouvriers horticoles de France et des colonies ;

La Fédération du Bourbonnais pour la lutte contre les fermiers généraux ;

Les syndicats de la région parisienne, de la Seine-et-Oise et de l'Aisne, qui ont pour but de passer des contrats de louage avec les chefs d'exploitation au moment de la moisson.

Les syndicats généraux agricoles sont loin d'embrasser la France entière et de s'étendre à toutes les branches de la culture. Ils se sont créés plutôt quand des conditions particulières ont favorisé leur formation : régions où la main-d'œuvre est nombreuse, pays de grande culture, branches spéciales où l'outillage et le matériel peu con-

sidérables appartiennent aux ouvriers. L'antagonisme entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers ne tarda pas à se faire jour. Pour y remédier, on fusionna en syndicats mixtes les syndicats existants. Ces nouveaux syndicats présentent cette particularité intéressante d'avoir des commissions d'arbitrage composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, chargés d'élaborer des tarifs annuels et de prévenir les conflits.

Les syndicats agricoles peuvent se grouper en fédérations. L'article 5 de la loi de 1884 leur permet de former des unions. « Les syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. » Ces unions ayant un champ d'action plus vaste, ont plus de force pour faire aboutir les revendications du monde agricole. L'Union centrale des syndicats d'agriculteurs de France s'est formée la première en 1886. Elle a été suivie par celles du Sud-Est, de Provence, du Nord, du Centre, de Normandie, de Bourgogne, de Franche-Comté, pour ne citer que les principales. Des unions départementales se sont fondées ensuite, par exemple dans la Drôme, le Pas-de-Calais, l'Hérault. L'Union beaujolaise et l'Union du Comtat embrassent des étendues plus petites.

A côté de ces syndicats pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, il y a place pour des associations à objet particulier comme le crédit, la production,

la transformation des produits. La première condition requise pour l'amélioration de la production, c'est la mise des capitaux à la disposition des cultivateurs. Il faut fournir à bon compte à l'agriculteur les capitaux qui lui manquent sur la seule garantie de sa signature, pour qu'il puisse se dispenser d'avoir recours aux usuriers qui sont une véritable plaie pour l'agriculture dans certaines régions. Le crédit agricole a besoin d'être complété et d'être propagé dans les régions qui n'en usent pas. Une première organisation de 1860 à 1876 subit un échec parce qu'on avait commis la faute de créer seulement une banque centrale qui, malgré ses cinq cents agences, ne pénétrait pas dans les campagnes, ne mettait pas le crédit à la portée des agriculteurs. En 1878, on reprit l'idée en profitant de l'expérience de l'Allemagne et de l'Italie. Le crédit fut créé par en bas. La loi du 5 novembre 1894 facilite largement la formation des associations de crédit agricole. Elle n'exige que le versement du quart du capital social, et non pas le quart de chaque part. Les parts peuvent être inégales, et même le capital peut être remplacé par la responsabilité solidaire et illimitée des coassociés. Ces sociétés ne paient pas de patente ni d'impôt sur les valeurs mobilières. Les formalités de publicité sont réduites au dépôt, au greffe de la justice de paix, des statuts en double exemplaire et des noms des membres, ainsi qu'au dépôt annuel des opérations de la société. Pour fournir de l'argent à peu de frais à ces caisses, on força la Banque de France dans la convention du

31 octobre 1896 à faire à l'Etat, sans intérêt, une avance de 40 millions, plus une somme annuelle de 2 millions au minimum, afin de subventionner les caisses de crédit agricole. La loi du 31 mars 1899 a créé les caisses régionales de crédit pour recevoir les sommes fournies par la Banque de France. Le crédit était ainsi créé au deuxième degré. Les caisses locales peuvent, grâce à cette organisation, faire des prêts portant un faible intérêt. La répartition des avances de la Banque de France sont faites par le ministre de l'agriculture sur l'avis d'une commission. La loi du 25 décembre 1900 a décidé que les avances aux caisses régionales pourront aller jusqu'au quadruple du montant du capital versé en espèces. En juillet 1907, il y avait 88 caisses régionales s'étendant sur 82 départements ; à la fin de 1906, elles avaient reçu comme avances de l'Etat 22.985.381 francs. Quatre caisses régionales nouvelles se sont créées en 1908, et dans la même année le total des avances de l'Etat s'élevait à 31.034.731 francs. Devant l'insuffisance des demandes d'avances, on a complété l'article 1^{er} de la loi de 1899 par la loi du 29 décembre 1906 qui déclare que les redevances annuelles de la Banque de France pourront être prêtées jusqu'à concurrence d'un tiers et pour un délai maximum de 25 ans aux coopératives agricoles. Il serait bon de donner suite au projet de M. Léveillé et de créer une caisse centrale du troisième degré pour recevoir les avances et les répartir entre les caisses régionales. Elle ne pourrait être taxée de partialité politique, et, étant constamment en rapport

avec les caisses du deuxième degré, elle surveillerait et favoriserait leur fonctionnement. On pourrait également procurer en toute propriété des sommes aux caisses de crédit agricole en prélevant en leur faveur 1 ou 2 0/0 sur le montant du pari mutuel. On pourrait aussi concevoir comme en Italie la participation des caisses d'épargne au crédit agricole.

L'association en vue de la production et de la transformation des produits agricoles fera autant que le crédit pour l'amélioration des conditions de la production. Grâce au crédit, on pourrait créer des coopératives du type des affitanze collective italiennes pour diminuer le chômage des ouvriers agricoles, les attacher à la terre par le lien de la propriété et supprimer les régisseurs, intermédiaires parasites. Les syndicats d'agriculteurs ne pouvant faire le commerce, peuvent créer des filiales, des sociétés coopératives pour l'achat des engrais, des matières premières et des instruments. Leurs membres profiteront des avantages de l'achat au prix du gros pour la reproduction, de la garantie d'une bonne qualité des semences, engrais artificiels et produits chimiques employés pour le traitement des maladies de la vigne, grâce aux chimistes et aux laboratoires du syndicat. Ils bénéficieront encore de la mise à leur disposition à prix minime ou gratuitement des instruments et des machines trop coûteux pour qu'ils puissent les acheter individuellement, de la possibilité de certains travaux de défense contre les gelées, la grêle, les sauterelles et les hanne-

tons. Enfin, ils développeront leur instruction agricole par les publications périodiques du syndicat, les renseignements de vive voix dans les bureaux. Le syndicat des agriculteurs de la Manche et nombre d'autres ont organisé un véritable enseignement agricole avec terrains de démonstration, examens et diplômes.

Pour la transformation des produits agricoles, l'association peut donner d'excellents résultats. Dans les industries laitières, les beurreries coopératives et les sociétés d'élevage constituées à l'exemple du Danemark pour développer les aptitudes laitières de la race et la recherche des plantes à recommander ou proscrire rendraient d'éclatants services aux agriculteurs. Le petit lait pourrait servir à engraisser les animaux de porcheries coopératives. Le mouvement coopératif pour la transformation du lait est limité en France, quoique les premières fruitières, coopératives pour la fabrication du fromage, aient été créées dans la Franche-Comté après la guerre de Trente ans. Les beurreries coopératives doivent leur apparition aux ravages du phylloxéra dans la région des Charentes. La première laiterie fut fondée en 1888 à Chaillet. Les coopératives des Charentes obtiennent un kilo de beurre avec 22 litres de lait au lieu de 36 litres nécessités par les procédés anciens. Dans la Thiérache, une fédération de laiteries s'est également formée. En Normandie et en Bretagne, le mouvement ne fait que commencer. Il a été retardé par l'existence de trois grosses maisons qui achètent le beurre aux propriétaires et

fermiers et le travaillent pour l'expédier ensuite à Paris et surtout en Angleterre. Le développement des laiteries coopératives nous permettrait de rattraper le terrain perdu sur le marché de Londres par notre beurre qui mérite toujours la première place par sa finesse et sa qualité supérieure.

La fabrication coopérative du vin donnerait également de brillants résultats ; elle modérerait la production qui dépasse la consommation, elle améliorerait la fabrication par l'emploi du matériel nécessaire mais coûteux, pour opérer d'après les nouveaux procédés scientifiques résultant des travaux de Pasteur. La fabrication commune produit un vin meilleur et se conservant mieux. Elle donnerait l'unité de goût qui est nécessaire en alimentation et satisfait la clientèle, en même temps qu'elle causerait la réduction des frais de fabrication. Quelques essais de coopération viticole ont échoué en Champagne et dans le Jura. Seule l'Union des vigneronns libres de Maraussan a réussi. Tout reste à faire dans le domaine de cette coopération qui est un excellent moyen de rendre à la terre une partie de la valeur qu'elle a perdue à la suite de la crise phylloxérique.

Pour améliorer le sort des ouvriers agricoles et corriger les effets du chômage, on pourrait développer les cultures industrielles, qui demandent beaucoup de main-d'œuvre et sont d'un bon rapport. Elles donneraient du travail aux femmes et aux enfants des ouvriers agricoles et de l'occupation aux bras inactifs pendant la morte-sai-

son. Dans les régions où les cultures industrielles ne se développent pas, il faut reconstituer les petites industries locales qui disparaissent. Les salaires industriels sont souvent, à la campagne, un supplément de ressources permettant aux journaliers et aux tout petits propriétaires de supporter le chômage pendant la mauvaise saison. Il suffit de transmettre la force motrice, au moyen de l'électricité, dans les fermes et les maisons de la campagne pour y faire revivre les petites industries. Par le même procédé, on peut transplanter au village des industries urbaines et créer des spécialités des grandes industries. Cette idée est déjà mise en pratique à Fougères où les chaussonniers travaillent à domicile au lieu de venir dans les ateliers de la ville. L'agriculture trouverait dans cette pratique une source de travail complémentaire conciliable avec celui des champs et augmentant les ressources des travailleurs.

Il faut aller plus loin et assurer non seulement le travail, mais la propriété aux ouvriers agricoles. Dans cet ordre d'idées, la loi du 12 juillet 1909, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable aura une grande influence sur les populations rurales et contribuera puissamment à les retenir à la campagne. Il est nécessaire, pour enrayer l'émigration des prolétaires ruraux, de leur faciliter l'accession à la propriété et de leur garantir la sécurité de leur acquisition. De nombreux projets avaient été déposés en vue de créer le homestead. Après M. Léveillé, MM. Ribot, Siegfried, l'abbé Lemire et Ruau se

sont fait les apôtres de cette idée. La loi permet la constitution d'un bien de famille insaisissable d'une valeur maxima, à sa fondation, de 8.000 francs, sur un immeuble indivis appartenant au mari ou à la communauté, ou même à la femme. Elle crée une propriété d'une nature nouvelle dont les caractères sont : l'insaisissabilité, l'incapacité relative d'hypothéquer et la capacité restreinte d'aliéner. Le mari ne peut vendre le bien sans le consentement de sa femme. La loi garantit en outre la conservation du bien pendant la durée du mariage et la minorité des enfants si celui qui a fourni le bien meurt avant leur majorité. Elle force à rester dans l'indivision, dans le cas de minorité des enfants, si le juge de paix l'ordonne. C'est une dérogation à la règle du Code civil : « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision (1). » Les formalités prescrites sont simples et peu coûteuses. Elles se réduisent à une déclaration devant notaire, publiée pendant deux mois, homologuée par le juge de paix et transcrite au bureau des hypothèques. Cette loi aura une haute portée sociale et atténuera l'exode de la population rurale vers les centres urbains. Pour lui faire donner plein effet, il suffira de créer des associations destinées à faire aux ouvriers agricoles les avances de fonds nécessaires pour acheter une petite propriété. Ce sera la meilleure forme du crédit rural. L'ouvrier agricole propriétaire fera deux parts de sa vie, celle du petit proprié-

(1) C. civ., art. 815.

taire qui cultive son bien, et celle du journalier dont les salaires serviront à donner du bien-être à la famille. Il aura ainsi un travail durable, stable comme l'ouvrier de l'industrie, et l'intermittence des occupations agricoles sera supprimée. La loi 12 juillet 1909 aura créé, de la sorte, une classe de petits propriétaires journaliers qui procurera une main-d'œuvre abondante et de première qualité aux grands propriétaires.

Il serait bon d'adopter en France le remembrement obligatoire. Il fonctionne en Allemagne et en Autriche et donne d'excellents résultats. Il ferait disparaître l'enchevêtrement des petites parcelles de propriété dont la situation cause une perte de temps et une augmentation des frais de culture pour les propriétaires. On trouve quelques exemples de remembrement dans la Meurthe-et-Moselle, grâce à l'initiative d'un géomètre de Nancy.

Les nombreuses améliorations de la production agricole doivent se compléter par celles des conditions de la vente. Non seulement on doit s'efforcer d'augmenter la production et d'obtenir une qualité supérieure, il faut encore assurer l'écoulement des produits à des prix rémunérateurs. « L'organisation de la vente, dit M. Méline, est devenue une nécessité pour l'agriculture actuelle. » C'est encore l'association qui donnera les meilleurs résultats dans cet ordre d'idées ; elle permettra de supprimer les intermédiaires qui prélèvent un large bénéfice sur la vente des produits. Ainsi le lait est vendu au consommateur plus du double du prix payé au producteur.

L'association pour la vente des produits agricoles présente divers avantages : diminution des frais généraux répartis sur de grandes quantités ; possibilité de faire une réclame relativement peu onéreuse, de créer des comptoirs pour certains produits ; création de marques donnant des garanties, régularité des expéditions ; amélioration des transports, tarifs de faveur, accélération de la vitesse pour permettre à la marchandise d'arriver en état de fraîcheur, aménagement de wagons spéciaux ; réalisation de progrès dans l'emballage. Les coopératives de vente bénéficient des bienfaits de la loi du 29 décembre 1906 ; elles peuvent recevoir des avances à long terme sur le tiers des avances annuelles de la Banque de France. Les pouvoirs publics pourraient venir en aide à ces coopératives en faisant de l'Etat le client de ces associations. Pour le blé, l'avoine, la paille, le bétail, le ministère de la guerre, les administrations hospitalières et l'administration des haras prendraient les coopératives comme fournisseurs et leur feraient abandon des détritits et du fumier dont ils disposent. La création d'abattoirs coopératifs permettrait la conservation de la viande, donnerait du travail aux familles des ouvriers et les retiendrait à la campagne. La réduction des formalités et des frais d'adjudication, le fractionnement des lots permettraient aux coopératives d'être fréquemment adjudicataires. Les avantages accordés par les lois du 5 novembre 1894 et du 29 décembre 1906 aux syndicats agricoles leur seraient naturellement acquis. Aujourd'hui la coopé

ration pour la vente du vin, du bétail et des céréales est insignifiante. L'Union des vigneronns libres de Maraussan seule est prospère. Etant à tendances socialistes, elle a trouvé comme client naturel la Bellevilloise, coopérative socialiste de consommation. On pourrait en France, pour les céréales, adopter le système saxon de vente coopérative, grâce aux avances de la Banque de France, en créant la caisse centrale de crédit agricole. La vente coopérative permettrait aux producteurs d'attendre les bonnes époques en se faisant allouer des avances soit par la coopérative, soit par la caisse de crédit agricole. La vente coopérative du lait se fait sur une faible échelle en France. Elle permet aux producteurs de garder pour eux les bénéfices énormes réalisés par les intermédiaires. La Fédération de l'Oise vend à Paris 7.500 litres de lait par jour, mais ses frais généraux sont trop élevés. Il lui faudrait opérer sur de grandes masses pour donner de brillants résultats. Les coopératives du Haut-Var et de Sosthène pour l'approvisionnement de Nice et de Menton, ont mieux réussi à cause de la spécialité de leur clientèle qui est riche et paie le lait très cher. La vente coopérative du beurre a pris plus d'extension ; elle a suivi le développement de la production. La fédération des coopératives donnerait de plus grands avantages encore ; elle assurerait un trafic à peu près constant, ce qui permettrait d'obtenir des réductions de tarifs, des installations spéciales avec appareils réfrigérants. Les œufs seraient vendus par ces coopératives ; ils complé-

teraient les chargements en poids et en volume ; ils seraient transportés à peu de frais et réduiraient les frais généraux des coopératives. La vente coopérative des fleurs, des fruits et des primeurs s'est également développée surtout dans le Midi et en Bretagne. Certains syndicats mettent des fruits en conserves ; cette préparation fournit du travail aux femmes et aux enfants des associés, procure l'aisance aux familles et les retient à la campagne.

A défaut de la coopération en vue de la vente, les agriculteurs peuvent cimenter des ententes pour la vente en commun qui présente de grands avantages, pourvu que chacun ne cherche pas à tromper les autres sur la qualité de ses produits. Il faut enseigner les méthodes de groupement aux paysans. Ces méthodes leur font éviter les droits de timbre et d'enregistrement de 0 fr. 45 qui frappent chaque expédition partielle, leur procurent des économies dans les frais de camionnage et de transport, leur font accorder le bénéfice des tarifs réduits. Les plus éclairés et les plus entreprenants parmi les agriculteurs doivent propager ces méthodes.

Pour faciliter la vente de nos produits agricoles à l'étranger on pourrait donner des encouragements à nos attachés commerciaux et à nos consulats. Les syndicats agricoles pourraient avoir des attachés commerciaux rétribués par eux ; ils pourraient créer des bourses de voyage et les mettre à la disposition des jeunes gens compétents, ingénieurs agronomes ou agricoles qui pré-

pareraient le terrain pour la conquête des débouchés. Les unions de syndicats seraient à même d'entrer facilement dans cette voie, d'envoyer des échantillons, de préparer des expositions flottantes. Elles pourraient obtenir l'intervention des pouvoirs publics près des Compagnies de chemins de fer pour obtenir de grandes améliorations dans les transports. Rien ne les empêcherait de créer ou d'obtenir des municipalités la création de magasins généraux et d'établissements frigorifiques pour la meilleure conservation des produits. Les caisses de crédit fourniraient des fonds à peu de frais pour la construction de ces établissements, et les pouvoirs publics pourraient être sollicités d'accorder des subventions. Les magasins généraux rendraient des services techniques au point de vue de la propreté et de la siccité des grains, ils donneraient l'uniformité, l'unité de goût et faciliteraient la vente à des prix relativement élevés. En vendant directement et aux bonnes époques, ils réaliseraient des profits supérieurs aux maigres gains dont doivent se contenter les agriculteurs pressés de faire argent de leurs récoltes sans pouvoir choisir le meilleur moment pour la vente.

Pour compléter les remèdes à la dépopulation des campagnes, achever la série des mesures qui rendront la situation du paysan prospère, il faut lui rendre l'avenir moins incertain, lui donner la sécurité dont le privent les fléaux naturels. Ce sont les assurances et les institutions de prévoyance et d'assistance qui le garantiront, au moins en grande partie, contre les mauvais coups du sort,

épizooties, grêle, gelées, sécheresse, inondations, accidents du travail, incendies, ou répareront son malheur quand ces fléaux l'auront atteint. Certains auteurs proposent l'assurance obligatoire ou facultative par l'Etat contre les risques professionnels de l'agriculture, ce système présente de grandes difficultés pratiques. Les risques varient avec les régions ; il serait difficile d'imposer la même taxe à tous. L'assurance par les Compagnies ou la mutualité est plus praticable. La préférence doit être donnée aux mutuelles. Les Compagnies spéculent sur la crainte des risques, réalisent des bénéfices de 40 à 50 0/0 sur le montant des primes, ont des tarifs plus élevés que les mutuelles et se montrent très âpres pour le règlement des sinistres. Dans les mutuelles l'esprit de spéculation est remplacé par une idée morale d'une grande portée, la solidarité. Chacun est assureur des autres et assuré par eux. Les mutuelles ne font pas de bénéfices et dans la pratique règlent rapidement les indemnités. Elles ne mettent pas à profit le délai de trois mois que leur accorde le décret du 22 janvier 1868 après l'expiration de l'année. La loi du 4 juillet 1900 les affranchit des droits d'enregistrement et de timbre autres que celui de quittance. Elle leur laisse une grande souplesse pour favoriser leur création, le choix du type approprié à la région avec ou sans cotisation préalable. Depuis l'année 1898, le gouvernement subventionne les sociétés d'assurances mutuelles agricoles. Le crédit d'abord fixé à 500.000 francs a été porté à 1.200.000 francs en 1908. La

subvention est attribuée de préférence aux sociétés nées. Les mutuelles assurances se sont très développées. Au 1^{er} juin 1908, leur nombre s'élevait à 8.780, se répartissant, en ce qui concerne la nature des risques, comme l'indique le tableau suivant :

Sociétés contre la mortalité du bétail	7.241
— de réassurance-bétail	53
— contre l'incendie	1.442
— de réassurance-incendie.	16
— contre la grêle.	24
— contre les accidents agricoles	4
Total	<u>8.780</u>

Les sociétés contre la mortalité du bétail sont très nombreuses, elles sont faciles à organiser et se prêtent aux petits groupements. Les mutuelles contre la grêle sont assez rares, elles sont impuissantes à réparer tout le mal quand une région est dévastée par la grêle. Il faudrait que la France entière fût couverte de ces mutuelles. La Fédération nationale de ces sociétés serait assez forte pour supporter les dommages causés par la grêle. Les mutuelles de toutes sortes devraient se fédérer ; la fédération élargit le champ d'opération, dissémine les risques et permet de parer avec avantage aux risques plus graves des mauvaises années. La fédération au troisième degré, embrassant le pays tout entier, serait l'idéal et ferait bénéficier les mutuelles de la loi des grands nombres.

Les institutions de prévoyance et d'assistance ont besoin de recevoir un grand développement dans les campagnes. L'assistance obligatoire s'est étendue aux villages grâce aux lois de 1893 sur l'assistance médicale gratuite, du 27 juin 1904 sur les enfants assistés et du 15 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. L'assistance ne peut donner l'aisance aux populations, et n'a pas pour but de redresser les inégalités de fortune, mais elle donne un minimum d'aide aux malheureux et leur enlève de lourdes charges comme celles des frais de maladie et d'entretien de leurs enfants. La bienfaisance privée doit compléter l'assistance et la suppléer. Enfin les retraites ouvrières seront un excellent moyen d'encourager la prévoyance chez la population rurale et de donner aux ouvriers des villages l'assurance que dans leur vieillesse ils ne seront pas fatalement réduits à la misère.

Ainsi, on peut faire beaucoup pour améliorer le sort des populations rurales au point de vue économique et moral. Les remèdes proposés peuvent leur assurer la prospérité et la sécurité du lendemain en même temps que leur rendre agréable le séjour à la campagne. C'est à ce prix qu'on retiendra aux villages leur population et qu'on fera de notre agriculture une source de richesses considérables.

CONCLUSION

L'exode rural est arrivé à un tel degré d'intensité qu'il en est résulté une grande disproportion entre la population des villes et celle des campagnes. La capitale surtout absorbe la population rurale. C'est une tête qui s'est trop développée au détriment des autres parties du corps. Elle laisse les villages dépeuplés et tristes, s'appauvrissant quelquefois par suite du découragement de ceux qui restent en petit nombre presque perdus au milieu des champs. Nous avons pu constater au cours de notre étude que les mesures législatives prises sous la troisième République en faveur de l'agriculture, pour lutter contre l'abandon des campagnes, sont très nombreuses, et que plusieurs d'entre elles ont une importance capitale. C'est un honneur pour notre régime d'avoir relevé la plus importante de nos productions, après la crise que la concurrence mondiale et les ravages du phylloxéra lui ont fait subir.

Pour enrayer l'exode rural, il est nécessaire d'appliquer les remèdes avec vigueur et d'assurer le bien-être des paysans sous peine de faire un travail inefficace. Quand les efforts auront été suffisants, quand dans un avenir lointain ou proche on pourra enregistrer les résultats, il sera possible de juger la valeur des remèdes pro-

posés. Ce qu'il importe, c'est de se mettre à l'œuvre le plus tôt possible avec ardeur et patience sans se laisser décourager par les échecs qui marquent le début de toutes les entreprises. Il faut agir avec ensemble dans la France entière, il faut l'union de tous pour une action commune. Ce sera un sujet de satisfaction pour chacun de voir le progrès de l'agriculture arrêter l'émigration suburbaine. « La France, dit M. Guéry, est riche, elle est convoitée par des voisins indigents comme un opulent patrimoine qu'il ferait bon se partager. Or notre nation voit diminuer constamment le nombre de ses citoyens alors que chez les autres peuples il augmente sans cesse. Espérons, souhaitons que le péril si fréquemment signalé de nos jours sera conjuré et que la France, déjà la première sur tant de points, ne le cédera pas davantage sur celui-là aux autres nations ses rivales (1). »

(1) Guéry, *op. cit.*, p. 224.

Vu :

Le Président de la thèse,
C. PERREAU.

Vu :

Pour le doyen :

L'assesseur,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Population rurale de la France.	4
CHAPITRE PREMIER. — L'exode rural.	
Historique sommaire. — Constatation et étude descriptive du phénomène	7
CHAPITRE II. — Causes de l'abandon des campagnes.	
Nécessité de l'exode rural. — Part d'illusion. — Part de réalité.	55
CHAPITRE III. — Conséquences.	
Pour les villes. — Bonnes. — Mauvaises. — Pour les campagnes. — Bonnes. — Mauvaises. — Résultante fâcheuse pour l'ensemble du territoire	74
CHAPITRE IV. — Remèdes.	
Exode urbain. — Lutte contre l'exode rural. — Amélioration du sort des paysans. — Associations de production et de vente.	94
CONCLUSION. — Urgence de combattre l'abandon des campagnes.	127

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).